



Desjardins
**Capital régional
et coopératif**

2, complexe Desjardins
C.P. 760, succursale Desjardins
Montréal (Québec) H5B 1B8

INVESTIR LE QUÉBEC

LE RAPPORT FINANCIER COMPREND :

- > le rapport de gestion
- > le rapport de la direction
- > les états financiers audités complets, incluant les notes et le rapport de l'auditeur indépendant
- > le relevé du coût des investissements à impact économique québécois
- > le relevé des autres investissements
- > le répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires



CAPITAL RÉGIONAL ET COOPÉRATIF DES JARDINS

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion annuel complète les états financiers et contient les faits saillants financiers, mais non les états financiers annuels complets de la Société. Il explique du point de vue de la direction les résultats que la Société a obtenus au cours de la période visée par les états financiers, ainsi que sa situation financière et les changements importants survenus à l'égard de celle-ci.

Ce document informatif contient l'analyse de la direction sur des énoncés prévisionnels. L'interprétation de cette analyse et de ces énoncés devrait être faite avec précaution puisque la direction fait souvent référence à des objectifs et à des stratégies qui comportent des risques et des incertitudes. Étant donné la nature des activités de la Société, les risques et les incertitudes qui y sont liés pourraient faire en sorte que les résultats soient différents de ceux avancés dans de tels énoncés prévisionnels. La Société rejette toute intention ou toute obligation de réviser ou de mettre à jour les énoncés prévisionnels sur la base de toute nouvelle information ou tout nouvel événement pouvant survenir.

Vous pouvez obtenir les états financiers annuels gratuitement, sur demande, en appelant au 514 281-2322 ou sans frais au 1 866 866-7000, poste 2322, en nous écrivant à 2, complexe Desjardins, C.P. 760, succ. Desjardins, Montréal (Québec) H5B 1B8 ou en consultant notre site (capitalregional.com) ou le site de SEDAR (www.sedar.com).

Vous pouvez également obtenir de cette façon l'information financière intermédiaire.

FAITS SAILLANTS FINANCIERS AUX 31 DÉCEMBRE

Les tableaux suivants font état de données financières clés concernant la Société et ont pour objet de faciliter la compréhension des résultats financiers des cinq derniers exercices. Ces renseignements découlent des états financiers annuels audités de la Société.

RATIOS ET DONNÉES SUPPLÉMENTAIRES

	2010	2009	2008	2007	2006
Produits (en milliers \$)	44 970	39 900	39 520	32 015	27 386
Bénéfice net (perte nette) (en milliers \$)	18 696	17 145	(29 347)	(22 243)	(10 238)
Actif net (en milliers \$)	1 019 846	905 921	812 606	732 529	654 620
Actions en circulation (en milliers)	102 908	93 142	85 159	74 097	64 139
Ratio des charges totales d'exploitation (%)	2,8	2,8	3,1	3,4	3,5
Taux de rotation du portefeuille :					
> investissements à impact économique québécois (%)	11	9	9	11	7
> autres investissements (%)	112	84	83	33	38
Ratio des frais d'opérations ⁽¹⁾ (%)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Nombre d'actionnaires	111 476	118 119	122 128	120 652	118 250
Émission d'actions (en milliers \$)	180 982	129 443	126 440	101 763	79 544
Rachat d'actions (en milliers \$)	85 753	53 273	17 016	1 611	1 401
Nombre d'entreprises et coopératives / fonds partenaires	230/8	222/6	207/6	189/6	171/6
Investissements à impact économique québécois au coût, incluant les fonds engagés mais non déboursés (en milliers \$)	673 816	539 692	477 274	469 759	436 535
Juste valeur des investissements à impact économique québécois, incluant les fonds engagés mais non déboursés (en milliers \$)	640 035	465 228	412 854	434 406	419 571

⁽¹⁾ Les frais d'opérations comprennent les frais de courtage et autres coûts de transactions de portefeuille. Ces frais ne sont pas significatifs pour la Société.

VARIATION DE L'ACTIF NET PAR ACTION

	2010	2009	2008	2007	2006
	(\$)	(\$)	(\$)	(\$)	(\$)
Actif net par action au début de l'exercice	9,73	9,54	9,89	10,21	10,37
Augmentation (diminution) attribuable à l'exploitation	0,19	0,19	(0,35)	(0,33)	(0,17)
Intérêts, dividendes et honoraires de négociation	0,45	0,43	0,47	0,47	0,40
Charges d'exploitation	(0,27)	(0,27)	(0,30)	(0,35)	(0,34)
Impôts et taxe sur le capital	(0,07)	(0,06)	0,04	0,10	0,00
Gains (pertes) réalisés	(0,36)	0,13	(0,20)	(0,24)	(0,19)
Gains (pertes) non réalisés	0,44	(0,04)	(0,36)	(0,31)	(0,04)
Écart attribuable aux émissions et aux rachats d'actions	(0,01)	0,00	0,00	0,01	0,01
Actif net par action à la fin de l'exercice	9,91	9,73	9,54	9,89	10,21

SOMMAIRE

La Société a clôturé son exercice 2010 avec un bénéfice net de 18,7 M\$ (bénéfice net de 17,1 M\$ en 2009), soit un rendement de 2,0 % (2,0 % en 2009). L'actif net par action augmente ainsi à 9,91 \$ sur la base du nombre d'actions en circulation à la fin de l'exercice, comparativement à 9,73 \$ à la fin de l'exercice 2009. À titre indicatif, à ce prix de 9,91 \$, un actionnaire ayant investi il y a sept ans obtient un rendement annuel, compte tenu du crédit d'impôt de 50 % dont il a bénéficié, se situant entre 8,5 % et 9,6 % net d'impôt.

Le rendement de la Société s'explique principalement par la contribution des activités d'investissements à impact économique québécois et des autres investissements. L'actif alloué à l'activité d'investissements à impact économique québécois vise la réalisation de la mission de développement économique auprès des régions du Québec et des coopératives. Il se répartit entre cinq catégories d'actif et est composé essentiellement d'actions et de débentures. Cette activité affiche en 2010 un rendement de 6,8 %, comparativement à un rendement de 6,1 % en 2009. La majorité des catégories d'actif ont contribué à ce rendement, dont en particulier « Rachat d'entreprises et investissements majeurs » qui a bénéficié d'un contexte plus favorable en 2010. Au 31 décembre 2010, le coût des investissements à impact économique québécois réalisés s'élève à 473,3 M\$. En considérant également les fonds engagés mais non déboursés, ce chiffre atteint 673,8 M\$, en hausse de 134,1 M\$ comparativement à l'année précédente. Cette hausse est en bonne partie attribuable à de nouveaux engagements dans le fonds Capital croissance PME S.E.C. et le Fonds d'investissement pour la relève agricole.

L'activité des autres investissements concerne le solde des fonds non investis auprès des entreprises partenaires. Ce portefeuille, composé essentiellement d'obligations, d'instruments de marché monétaire et d'actions privilégiées, est constitué de façon à sécuriser le rendement de la Société et à assurer la disponibilité des liquidités nécessaires aux rachats d'actions et aux investissements. Cette activité a généré en 2010 un rendement de 4,4 %, comparativement à 5,2 % en 2009. Ce rendement découle principalement des attentes du marché quant aux hausses des taux d'intérêt qui ont été réduites.

Au cours de l'exercice, les souscriptions au capital recueillies se sont élevées à 181,0 M\$ alors que les rachats d'actions ont totalisé 85,8 M\$, soit environ 29 % des actions éligibles au rachat au terme de leur période minimale de détention de sept ans. L'actif net a ainsi atteint 1 019,8 M\$, en hausse de 12,6 % par rapport à 2009. Le nombre d'actionnaires au 31 décembre 2010 était de 111 476.

CONTEXTE ÉCONOMIQUE

Rétrospective 2010

De nombreuses incertitudes, surtout au sein des pays industrialisés, ont entravé la progression de l'économie mondiale en 2010. Le problème des finances publiques dans certains pays d'Europe et la performance décevante de l'économie américaine ont aussi créé beaucoup de volatilité sur les marchés financiers. Dans un tel contexte, la plupart des banques centrales ont maintenu leurs taux d'intérêt directeurs très bas. À l'inverse, la surchauffe s'est fait sentir en Chine, ce qui a forcé les autorités à instaurer des restrictions sur l'octroi de crédit et à hausser leurs

taux d'intérêt à deux reprises au cours de l'année. Le clivage entre les pays émergents et les pays industrialisés s'est donc accentué.

Après un début d'année encourageant, les indicateurs économiques aux États-Unis ont vite déçu. Les programmes de stimulation mis en place par le gouvernement, comme le crédit d'impôt à l'achat d'une maison, n'ont eu que des impacts temporaires. On a vite constaté qu'il faudra du temps avant que les problèmes structurels de l'économie américaine se résorbent. D'ailleurs, les marchés de l'habitation et du travail n'ont pas réussi à se remettre sur pied en 2010. Pour contrer cette inertie, la Réserve fédérale américaine a maintenu les taux d'intérêt très bas.

Le Canada a joui d'une forte demande intérieure en 2010, surtout en début d'année. Le marché de l'habitation a profité de facteurs favorables temporaires (baisse des taux d'intérêt hypothécaires, demande refoulée, devancement des achats en raison de la réglementation et de la taxation, etc.) qui ont soutenu la demande. La hausse graduelle des prix des matières premières a aussi créé un effet de richesse, surtout dans les provinces de l'Ouest, et les plans de relance des gouvernements étaient à leur sommet. Le marché de l'emploi a regagné tout le terrain perdu lors de la dernière récession. Toutefois, avec le relèvement du huard par rapport à la devise américaine et la faible croissance de nos principaux partenaires commerciaux, notre secteur extérieur a subi un dur choc, ralentissant d'autant notre élan du début d'année. La Banque du Canada a donc cru préférable de cesser, en septembre, les hausses de taux directeurs amorcées en juin.

Au Québec, la situation économique a ressemblé en plusieurs points à celle de l'ensemble du Canada. L'amorce d'une nouvelle phase d'expansion au début de 2010 a fait place à une croissance plus hésitante, parallèlement à l'accumulation de statistiques plus décevantes du côté des consommateurs. Au deuxième semestre, le marché immobilier résidentiel a ralenti, et la fin graduelle des plans de relance a commencé à se faire sentir. Tout comme au Canada, le secteur extérieur demeure la plus grande faiblesse de l'économie du Québec.

Perspectives 2011

Les pays émergents resteront à la tête de la croissance économique mondiale en 2011, alors que les pays industrialisés demeureront à la queue et continueront de jongler avec leurs problèmes structurels. Les pays les plus performants du G7 peineront à réaliser une croissance de leur PIB réel supérieure à 2,5 %. Le problème des finances publiques persistera en Europe, et l'économie américaine aura de la difficulté à combattre la morosité sur les marchés de l'habitation et du travail. Cependant, les investisseurs reprendront graduellement le goût du risque, ce qui se traduira par des taux obligataires et des marchés boursiers à la hausse.

Au Canada, la demande intérieure restera relativement robuste grâce à une remontée des investissements des entreprises et à une progression des dépenses de consommation. La hausse des prix des matières premières sera favorable au maintien d'un huard à la parité avec le billet vert, ce qui causera des difficultés au secteur extérieur. Un essoufflement plus grand des dépenses gouvernementales et la baisse de l'investissement résidentiel tempéreront aussi la croissance du PIB réel qui devrait se fixer à environ 2,3 % en 2011.

Au Québec, le cycle d'expansion se poursuivra à un rythme moins soutenu. Les investissements publics en infrastructures ont déjà atteint leur sommet. Le contrôle des dépenses gouvernementales et l'augmentation du fardeau fiscal des ménages freineront quelque peu la croissance, qui sera similaire à la moyenne nationale.

À l'instar du Canada, le secteur extérieur rencontrera plusieurs embûches. En revanche, la progression de l'emploi et des revenus se poursuivra, ce qui amortira l'effet des nouvelles mesures fiscales et tarifaires. Cela évitera aussi un ralentissement trop marqué du marché de l'habitation.

Du côté des entreprises, le virage positif amorcé devrait se poursuivre. Les investissements et les profits remontent la pente, et le niveau de confiance est relativement favorable. La valeur élevée du dollar canadien, la nécessité de rehausser la productivité afin de mieux affronter la concurrence mondiale, et le défi démographique qui risque de provoquer une pénurie de main-d'œuvre à brève échéance sont des incitatifs pour les entreprises à investir davantage mais pourraient également présenter un enjeu pour certaines d'entre elles plus vulnérables.

Compte tenu de la fragilité de la reprise économique, un resserrement des politiques monétaires des pays du G7 est peu probable au cours de 2011, à l'exception du Canada qui sera vraisemblablement le seul à y recourir, mais pas avant le deuxième semestre. Les achats massifs de titres du Trésor par la Réserve fédérale américaine et l'absence de pressions inflationnistes devraient maintenir les taux obligataires à des niveaux relativement faibles au moins jusqu'à la mi-année 2011. La forte demande étrangère pour les titres canadiens limitera aussi la remontée des taux obligataires au pays.

Marché du capital de risque

Pour la première fois depuis 2007, les indicateurs du marché nord-américain du capital de risque se sont améliorés en 2010. Ainsi, l'activité américaine a connu une croissance de 19 % alors qu'au Canada on enregistrait 1,1 G\$ d'investissements soit une augmentation de 10 % par rapport à l'année précédente.

L'activité québécoise du capital de risque a subi une légère baisse de 9 % en termes de dollars, alors que les investissements s'élevaient à 391 M\$. Le montant moyen investi par entreprise s'élevait à 2,2 M\$, en baisse par rapport à la moyenne de 2,7 M\$ de 2009. Le nombre de compagnies ayant bénéficié d'un appui financier s'élève à 174, soit une croissance de 10 % par rapport aux 158 compagnies financées en 2009.

Malgré cette baisse en dollars, le Québec continue de représenter une part importante de l'ensemble du marché canadien alors qu'il a attiré 34 % de tous les investissements en 2010. La province est aussi en tête pour le nombre de compagnies financées avec une part de 49 %.

Les fonds de travailleurs et autres fonds fiscalisés ont représenté une part dominante de 35 % de l'activité totale au Québec. Les fonds privés ont augmenté considérablement leur investissement, pour une contribution de 17 % alors que les investisseurs étrangers ont injecté 27 % des nouveaux capitaux.

Bien que les technologies de l'information aient dominé une fois de plus l'activité québécoise avec 121 M\$ investis, soit 31 % du total, les investissements de ce secteur ont quand même affiché une baisse de 40 % par rapport à l'année précédente. Les secteurs des sciences de la

vie, avec 87 M\$ investis, ont légèrement augmenté, tandis que les secteurs des technologies propres ont connu, en 2010, leur meilleure année de tous les temps, s'appropriant 16 % de tout le capital investi. Les secteurs non technologiques, ayant attiré 116 M\$, se sont classés deuxième après les technologies de l'information.

ANALYSE DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE PAR LA DIRECTION

Capital régional et coopératif Desjardins a vu le jour le 1^{er} juillet 2001 avec l'entrée en vigueur de la Loi constituant Capital régional et coopératif Desjardins (« la Loi ») adoptée par l'Assemblée nationale du Québec le 21 juin 2001. Elle a été constituée à l'initiative du Mouvement Desjardins. Le gestionnaire, Desjardins Capital de risque inc., assure la gestion des activités de la Société.

La Société vise à participer à un Québec plus prospère en assurant un appui soutenu aux entreprises et coopératives, et ce, tout en tenant compte des réalités économiques régionales. Elle fait vivre l'esprit du milieu coopératif en contribuant à la continuité des entreprises et en faisant croître la richesse collective dans les régions.

Mission, objectifs et stratégies de la Société

MISSION

La mission de la Société est :

- > De contribuer au développement économique du Québec et participer étroitement à l'essor des régions ressources, soit l'Abitibi-Témiscamingue, le Bas-Saint-Laurent, la Côte-Nord, la Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine, la Mauricie, le Nord-du-Québec et le Saguenay – Lac-Saint-Jean (« les régions ressources »);
- > D'injecter dans les coopératives et les entreprises du capital de développement et offrir l'expertise conseil pour stimuler leur démarrage, leur croissance et leur rayonnement;
- > De procurer aux actionnaires un rendement incitant le réinvestissement.

La Loi prévoit certaines normes permettant d'encadrer cette mission. Ainsi, depuis l'exercice financier 2006, la part des investissements admissibles moyens de la Société doit représenter au moins 60 % de l'actif net moyen de la Société pour l'exercice précédent. De plus, une partie représentant au moins 35 % de ce pourcentage (60 %) doit être investie dans des entités situées dans les régions ressources du Québec ou dans des coopératives admissibles. Si ces normes n'étaient pas respectées, des pénalités pourraient être assumées par la Société. Au 31 décembre 2010, aucune somme n'était exigible en vertu de ces normes.

OBJECTIFS

Afin de réaliser sa mission, la Société s'est fixé trois grands objectifs :

- > Proposer des montages financiers et des stratégies de développement adaptées aux nouveaux besoins des entreprises, notamment concernant le transfert ou le rachat d'entreprises, afin de conserver et maintenir les emplois et la propriété d'entreprises au Québec;
- > Valoriser les entreprises partenaires;
- > Gérer les actifs financiers de façon intégrée afin d'assurer un rendement intéressant à l'actionnaire.

La Société compte réaliser ses objectifs d'investissements, entre autres, en assurant sa présence dans toutes les régions du Québec grâce à la vingtaine de bureaux d'affaires de son gestionnaire, ainsi qu'en appuyant les besoins de plus en plus croissants en matière de transfert d'entreprises.

STRATÉGIES DE LA SOCIÉTÉ

La réalisation de sa mission et sa vision s'appuient sur les cinq orientations stratégiques suivantes :

- > Assurer une capitalisation suffisante pour atteindre les objectifs d'affaires;
- > Faire vivre la distinction coopérative par la promotion de coopératives de travailleurs actionnaires, notamment lors de transactions de rachat;
- > Devenir une référence dans le domaine du financement de transferts d'entreprises;
- > Renouveler sa base d'actionnariat;
- > Avoir une performance globale afin de pleinement remplir la mission.

Depuis le 1^{er} janvier 2010, le gestionnaire de la Société, Desjardins Capital de risque, a revu le regroupement administratif de ses équipes afin de se doter d'une structure optimale en termes d'efficacité et de contrôle des frais de gestion. Ce regroupement vise à répondre adéquatement au mandat de développement des régions et des coopératives, ainsi qu'à celui du développement économique du Québec en général. Ainsi, le gestionnaire répartit dorénavant ses activités d'investissements à impact économique québécois en quatre lignes d'affaires se distinguant principalement selon les tailles d'entreprises et les catégories d'actif :

- > **Capital de développement** pour regrouper les activités régionales dont celles des régions ressources et des coopératives;
- > **Rachats d'entreprises et Innovations technologiques** pour couvrir les investissements majeurs, dont les rachats d'entreprises, et les coopératives de travailleurs actionnaires qui y sont associées, et ceux réalisés en technologies de l'information;
- > **Capital de risque – Santé** pour regrouper les quelques investissements des sciences de la vie gérés en direct et ceux gérés par un gestionnaire externe;
- > **Fonds** pour toutes les activités d'investissements effectués dans des fonds.

Chacune des lignes d'affaires correspond à une catégorie d'actif, à l'exception de la ligne d'affaires Rachats d'entreprises et Innovations technologiques qui, compte tenu de son profil hétérogène, est composée de deux catégories d'actif, soit Rachats d'entreprises et investissements majeurs, et Innovations technologiques. La Société compte donc cinq catégories d'actif dans son portefeuille d'investissements à impact économique québécois.

Conformément à sa mission d'appui au milieu coopératif, le gestionnaire de la Société favorise la promotion de coopératives de travailleurs actionnaires, une approche qui permet aux employés de devenir copropriétaires de leur entreprise de concert avec l'équipe de direction et Capital régional et coopératif Desjardins. Les employés ont ainsi l'occasion de participer au développement économique de leur région, tout en partageant la richesse issue de leurs milieux respectifs.

La Société s'est également donné pour mandat d'optimiser le rendement total obtenu par ses actionnaires, tout en visant à préserver à terme la valeur de leur capital. En utilisant une approche globale de gestion de ses actifs financiers, la Société considère son portefeuille d'investissements à impact économique québécois et son portefeuille des autres investissements de façon conjointe. Cette approche de gestion permet à la Société d'obtenir un portefeuille global équilibré et de limiter la volatilité de la valeur de l'action selon différents scénarios économiques possibles tout au long de la période de détention.

Pour ce faire, la stratégie de gestion des actifs financiers de la Société s'appuie sur les principes suivants :

- > Les actifs financiers de la Société sont gérés de manière intégrée et globale, ce qui signifie que la répartition d'actif cible doit être structurée de façon à réduire les risques inhérents à certaines catégories d'actif des portefeuilles d'investissements par la diversification.
- > L'objectif est d'optimiser le rapport rendement/risque après impôts et taxes des actifs financiers de la Société, et ce, dans le respect de son rôle en tant qu'agent de développement économique, de limiter la volatilité semestrielle de la valeur de l'action et de procurer aux actionnaires un rendement incitant le réinvestissement.
- > Une partie suffisante des actifs financiers de la Société doit être investie dans des titres liquides afin de répondre aux demandes de rachats d'actions de la Société en excédent de ses émissions d'actions.
- > Une partie suffisante des actifs financiers de la Société doit être investie dans des titres générant un revenu courant afin d'assumer les charges de la Société.

Gestion des risques

GOVERNANCE DES RISQUES

Dans le cadre de sa responsabilité d'administration globale, le conseil d'administration veille à ce que les principaux risques liés aux activités de la Société soient identifiés et que les mécanismes de gestion et les contrôles appropriés soient en place. Conformément à sa politique sur la gouvernance, le conseil d'administration s'appuie, dans l'exercice de ses fonctions et de ses responsabilités, sur quatre comités permanents composés exclusivement de membres du conseil. Ceux-ci se répartissent le suivi et l'encadrement des différents risques, font régulièrement rapport de leurs activités au conseil d'administration et formulent les recommandations appropriées. De son côté, le gestionnaire y est également représenté par les membres de sa direction qui assistent à toutes les réunions et rendent compte des activités imparties. Aussi, le gestionnaire assure une partie de la gouvernance des risques par l'entremise des comités d'investissement et du comité d'évaluation de portefeuilles, lesquels font rapport sur une base régulière au conseil d'administration.

Outre les mandats spécifiques confiés de temps à autre par le conseil d'administration, les responsabilités des comités sont les suivantes :

COMITÉ EXÉCUTIF

Conformément aux Règlements généraux de la Société, le comité exécutif a l'autorité d'exercer tous les pouvoirs du conseil d'administration, excepté les pouvoirs qui, en vertu de la Loi, doivent être exercés par le conseil d'administration et ceux que celui-ci se réserve expressément. Il assume, notamment, les responsabilités reliées à la gouvernance et gère le processus annuel d'évaluation de l'efficacité du conseil d'administration, de ses comités et des administrateurs. Il a également la responsabilité de la politique d'achat de gré à gré et formule des recommandations à cet égard au conseil d'administration. De plus, il reçoit trimestriellement du gestionnaire de la Société la liste des dossiers à risque, avec les mesures prises pour redresser la situation.

COMITÉ DE VÉRIFICATION

Le comité de vérification est composé exclusivement de membres indépendants. Il est responsable de la surveillance du processus d'information financière. À cet égard, le comité analyse les états financiers semestriels et annuels, pour approbation par le conseil d'administration, la présentation de l'information financière, le système de contrôle interne, la surveillance des risques liés à l'information financière, les processus de vérification interne et externe, les procédés appliqués et la conformité réglementaire. De plus, le comité s'assure de l'indépendance des auditeurs externes.

À la fin de chaque semestre, le comité reçoit des attestations du directeur général et du chef de la direction financière relativement au processus d'évaluation et à l'établissement de la juste valeur des investissements à impact économique québécois.

COMITÉ DE GESTION DES ACTIFS FINANCIERS

Le comité a comme mandat principal la coordination et l'arrimage des actifs financiers de la Société. À ce titre, il s'assure que la Société dispose de toutes les politiques, directives et procédures adéquates touchant les actifs financiers et voit à l'élaboration et à la révision annuelle de celles-ci. Il s'assure également de l'utilisation optimale des nouveaux produits afin de bonifier le rendement, le rapport rendement/risque et la position fiscale de la Société. Il vérifie que

la gestion des actifs financiers puisse être faite de façon proactive tout en maintenant un niveau de risque acceptable et s'assure de la gestion des risques financiers en conséquence. De plus, le comité est responsable du suivi de l'atteinte de la norme du 60 % et de la norme du 35 %, édictées par la loi constitutive, et effectue le suivi de la performance de la Société.

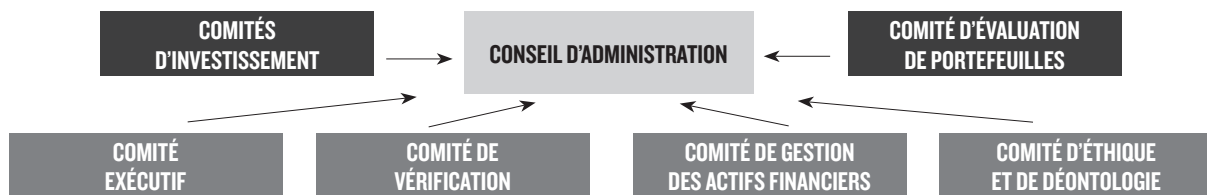
COMITÉ D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE

Le comité d'éthique et de déontologie est composé exclusivement de membres indépendants du Mouvement Desjardins. Il étudie toute question relative à l'application du code d'éthique et de déontologie de la Société et s'assure du respect des règles d'octroi et de révision des contrats qui y sont prévues. Il a aussi la responsabilité d'étudier toute situation potentiellement conflictuelle afin de formuler des recommandations au conseil d'administration. Il s'assure auprès du gestionnaire que les employés dédiés à la Société connaissent les règles du code d'éthique et de déontologie et que les mécanismes sont en place pour détecter et régler les situations déontologiques. Enfin, il évalue l'admissibilité des candidatures pour les deux postes d'administrateur devant être élus par l'assemblée des actionnaires et statue annuellement sur l'indépendance de chaque administrateur.

COMITÉS DU GESTIONNAIRE

Les comités d'investissement ont pour mandat d'approuver, à l'intérieur des paramètres des politiques et du plan stratégique définis par le conseil d'administration de la Société, des transactions d'achat ou de vente de participation dans les entreprises. Ces comités effectuent également un suivi trimestriel de la qualité du portefeuille d'investissements à impact économique québécois et rendent compte trimestriellement de leurs activités au conseil d'administration. Pour sa part, le comité d'évaluation de portefeuilles a pour mandat de passer en revue toute l'information pertinente concernant l'évaluation du portefeuille d'investissements à impact économique québécois et s'assure du respect du processus d'évaluation conformément à la réglementation applicable. Ce comité fait rapport au conseil d'administration de la Société.

L'encadrement de gouvernance se présente comme suit :



■ Comités du gestionnaire

RELEVÉ DES PRÉSENCES ET RÉMUNÉRATION

Le tableau suivant présente le relevé des présences et la rémunération des administrateurs de la Société pour l'exercice 2010. La majorité des membres du conseil d'administration sont indépendants.

NOMS	CONSEIL D'ADMINISTRATION	COMITÉ EXÉCUTIF	COMITÉ DE VÉRIFICATION	COMITÉ DE GESTION DES ACTIFS FINANCIERS	COMITÉ D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE	RÉMUNÉRATION ⁽¹⁾ \$
(NOMBRE DE RÉUNIONS)	(8 RÉUNIONS)	(4 RÉUNIONS)	(4 RÉUNIONS)	(4 RÉUNIONS)	(4 RÉUNIONS)	
Barrette, Lorrain	3/3		1/1			5 197
Beaulieu, Gilbert	3/3	1/1		1/1		5 697
Bourdages, Évangéliste	7/8	4/4				16 500
Deveaux, Marlène	8/8		4/4			18 400
Dorosz, Michael	7/7			3/3		17 005
Doyon, Maurice	7/8	2/2		4/4		20 400
Ferland, Francine	7/8		2/2		2/2	17 900
Fortin, Josée	8/8				3/4	26 100
Gauvreau, Pierre	8/8	3/4	4/4	4/4		30 323
Lachapelle, André	8/8	4/4		4/4		38 800
Lepage, Steeve	5/5				2/2	15 200
Loranger, Jean-Claude	4/5			3/3		12 730
Morin, Bruno ⁽²⁾	6/8					10 000
Plante, Jacques	7/7		2/2			17 283
Roy, Claudine	8/8				4/4	18 000
Rémunération totale						269 535

⁽¹⁾ Inclut la tenue de comités *ad hoc*, de sessions d'accueil ou de sessions de formation, le cas échéant.

⁽²⁾ Un montant forfaitaire annuel de 10 000 \$ est alloué au directeur général et est versé à la Caisse centrale Desjardins.

AFIN DE FACILITER LA COMPRÉHENSION DU TABLEAU

MM. Lorrain Barrette et Gilbert Beaulieu ont terminé leur mandat le 29 avril 2010.

MM. Michael Dorosz et Jacques Plante ont été nommés le 26 janvier 2010.

M. Steeve Lepage a été élu le 26 mars 2010 et M. Jean-Claude Loranger a été nommé le 29 avril 2010.

La composition des quatre comités a été revue le 20 mai 2010. À cette date :

- > M. Maurice Doyon a joint le comité exécutif;
- > MM. Michael Dorosz et Jean-Claude Loranger sont devenus membres du comité de gestion des actifs financiers;
- > Mme Francine Ferland et M. Jacques Plante ont joint le comité de vérification;
- > M. Steeve Lepage est devenu membre du comité d'éthique et de déontologie, en remplacement de Mme Francine Ferland.

M. Jacques Plante a remplacé M. Pierre Gauvreau à la présidence du comité de vérification le 18 novembre 2010.

NOTE AUX LECTEURS

Les sections suivantes portant sur les risques de marché, les risques de crédit et de contrepartie et les risques de liquidités ont été auditées par l'auditeur de la Société dans le cadre de l'audit des états financiers sur lesquels un rapport des auditeurs a été émis le 9 février 2011.

RISQUES DE MARCHÉ

Il s'agit ici d'un risque lié à la participation de la Société aux marchés financiers et, implicitement, à l'évolution de l'économie en général. Il est lié à l'incidence de l'évolution des marchés financiers sur la valorisation des actifs détenus par la Société. Les différents risques de marché ayant une incidence directe sur la Société sont énumérés ci-après :

RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

La variation des taux d'intérêt a des répercussions importantes sur la valeur au marché des titres à revenus fixes détenus en portefeuille dont la juste valeur est déterminée en fonction de l'évolution des marchés. Les titres à revenus fixes détenus dans le portefeuille des autres investissements incluent des instruments de marché monétaire, des obligations et des actions privilégiées pour une juste valeur totale de 539,6 M\$ (466,4 M\$ au 31 décembre 2009).

Les instruments de marché monétaire d'une juste valeur de 85,9 M\$ (85,6 M\$ au 31 décembre 2009) ne sont pas évalués en fonction de la variation des taux d'intérêt compte tenu de leur très courte échéance et de la volonté de la Société de les conserver jusqu'à échéance.

Les obligations d'une juste valeur de 428,9 M\$ (361,1 M\$ au 31 décembre 2009) sont affectées directement par la variation des taux d'intérêt. Une hausse de 1 % des taux d'intérêt aurait eu comme incidence une baisse de 14,2 M\$ du résultat net représentant une baisse de 1,5 % du prix de l'action de la Société au 31 décembre 2010 (9,6 M\$ pour 1,1 % au 31 décembre 2009). De même, une baisse de 1 % des taux d'intérêt aurait eu l'effet contraire et aurait entraîné la hausse du résultat net de 14,9 M\$ représentant une hausse de 1,5 % du prix de l'action (10,0 M\$ pour 1,1 % au 31 décembre 2009). Compte tenu que la Société apparie l'échéance des obligations détenues en portefeuille avec l'échéance moyenne des sorties de fonds prévues, l'effet à long terme des taux d'intérêt sur les résultats devrait être limité.

Les actions privilégiées d'une juste valeur de 24,8 M\$ (19,7 M\$ au 31 décembre 2009) peuvent également être touchées par la variation des taux d'intérêt. Cependant, contrairement aux obligations, il n'y a pas de corrélation parfaite entre les variations de taux d'intérêt et les variations de la juste valeur des actions privilégiées. Aussi, le risque de taux d'intérêt lié aux actions privilégiées est faible compte tenu des montants en jeu.

L'encaisse porte intérêt au taux moyen pondéré de 0,74 % (taux moyen pondéré de 0,21 % au 31 décembre 2009). Les comptes débiteurs et les comptes créditeurs ne portent pas intérêt.

RISQUE DE MARCHÉS BOURSIERS

Les marchés boursiers, selon leur évolution, ont une double incidence pour la Société. En effet, en plus de toucher de façon directe l'évaluation au marché des actions cotées, ils peuvent modifier l'évaluation de certaines sociétés fermées détenues en portefeuille.

Au 31 décembre 2010, le portefeuille d'investissements à impact économique québécois comptait des participations en actions dans quatre entreprises cotées pour une valeur de 5,8 M\$ représentant 0,6 % de l'actif net (cinq entreprises d'une valeur de 3,6 M\$ au 31 décembre 2009 représentant 0,4 % de l'actif net). Ainsi, une hausse ou une baisse de 10 % des marchés boursiers aurait eu comme incidence une augmentation ou une diminution du résultat net de la Société de 0,5 M\$ respectivement (0,3 M\$ au 31 décembre 2009).

Avec l'approche globale utilisée par la Société pour la gestion de ses actifs, l'incidence de ces risques et leur complémentarité sont prises en considération au moment du choix de la répartition globale d'actif.

RISQUE DE DEVISES

L'évolution de la devise a une influence sur les activités de plusieurs des entreprises partenaires de la Société. L'incidence nette d'une appréciation de la devise canadienne n'est pas nécessairement toujours négative pour ces entreprises de même qu'une dépréciation n'est pas nécessairement positive. Cependant, les fluctuations rapides de la devise canadienne accroissent les difficultés auxquelles ces entreprises font face.

De plus, l'évolution de la devise influe sur la juste valeur des investissements évalués tout d'abord en devise étrangère puis convertis en dollars canadiens au taux de change courant. Ces investissements dont la valeur varie en fonction des fluctuations d'une devise étrangère représentent une juste valeur de 68,7 M\$ soit 6,7 % de l'actif net au 31 décembre 2010, comparativement à 53,4 M\$ soit 5,9 % de l'actif net au 31 décembre 2009.

La Société a mis en place en 2008 une directive visant la couverture systématique du risque de devises relatif aux investissements évalués en devise étrangère. Une marge de crédit de 5 M\$ a été accordée à la Société pour ses transactions sur contrats de change. Au 31 décembre 2010, la Société détient des contrats de change en vertu desquels elle devra livrer 67,5 M\$ US au taux de 1,0171 \$ CA/\$ US ainsi que 3,8 M\$ AU (dollar australien) au taux de 1,0042 \$ CA/\$ AU, et ce, le 31 mars 2011.

L'exposition nette de la Société aux monnaies étrangères est ainsi limitée à seulement 0,6 M\$ (7,3 M\$ au 31 décembre 2009). Toute variation du dollar canadien n'aurait donc pas d'impact significatif sur les résultats de la Société.

RISQUE DE CRÉDIT ET DE CONTREPARTIE

De par sa mission d'investissements à impact économique québécois, la Société est exposée au risque de crédit et de contrepartie lié à la possibilité de subir des pertes financières si une entreprise partenaire ne respectait pas ses engagements ou voyait sa situation financière se détériorer. En diversifiant ses investissements par secteur d'activité, par stade de développement et par type d'instrument financier, et en limitant le risque potentiel lié à chaque entreprise individuelle, la Société restreint la volatilité de son portefeuille liée à l'occurrence possible d'événements négatifs.

La Société n'exige généralement pas de garanties pour limiter le risque de crédit sur ses prêts. L'obtention de garanties contreviendrait aux règles d'admissibilité des investissements à impact économique québécois.

Au premier semestre de 2010, la Société a remplacé son système informatisé de cotation par RiskAnalyst, de Moody's. Ce nouveau système, déjà utilisé dans le Mouvement Desjardins, permet d'obtenir une évaluation plus objective du risque, un suivi plus étroit des dossiers à haut risque et une amélioration de l'efficacité opérationnelle.

Les investissements à impact économique québécois, à l'exception de ceux effectués dans des fonds, sont d'abord répartis entre les cotes 1 à 9, selon les critères définis par le système. Par la suite, les entreprises se retrouvant avec une cote supérieure ou égale à 7, font l'objet d'une révision mensuelle, afin de les départager entre les cotes 7 à 12.

Les investissements à impact économique québécois effectués sous forme de fonds sont présentés dans la catégorie « risque faible à acceptable » compte tenu de la structure de ce type de produits et parce qu'ils ne comportent généralement pas d'endettement.

Les investissements à impact économique québécois sont répartis par cote de risque dans les proportions suivantes (montants à la juste valeur) :

		AU 31 DÉCEMBRE 2010		AU 31 DÉCEMBRE 2009		
COTES 2010	COTES 2009	(EN MILLIERS \$)	(EN %)	(EN MILLIERS \$)	(EN %)	
1 à 6,5	1 à 4	Risque faible à acceptable	375 494	85,4	332 224	82,8
7 à 9	5	À risque	43 397	9,9	58 798	14,6
10 à 12	6 et 7	À haut risque et en insolvabilité	20 659	4,7	10 299	2,6

Pour le portefeuille des autres investissements, ces risques sont gérés par le biais d'une diversification de plusieurs émetteurs ayant une cote de crédit équivalente à la cote BBB de Standard & Poor's ou DBRS ou mieux. Le risque de contrepartie est quant à lui limité au très court terme et est lié à la contrepartie de la Société lors de transactions au comptant, de même qu'au moment des opérations d'achat-rachat.

La concentration dans les cinq plus importants investissements à impact économique québécois et les cinq plus importants autres investissements est la suivante (les pourcentages sont basés sur la juste valeur des actifs) :

	AU 31 DÉCEMBRE 2010		AU 31 DÉCEMBRE 2009	
	% DU PORTEFEUILLE	% DE L'ACTIF NET	% DU PORTEFEUILLE	% DE L'ACTIF NET
Investissements à impact économique québécois	27,7	12,0	28,5	12,6
Autres investissements*	65,4	34,7	64,1	33,1

* Les émetteurs gouvernementaux représentent 65,7 % (86,4 % au 31 décembre 2009) des cinq plus importants émetteurs ou contreparties du portefeuille des autres investissements.

L'aperçu du portefeuille présenté à la fin du présent rapport de gestion fournit également des informations pertinentes à l'appréciation du risque lié à la concentration de crédit.

Pour les contrats de change, le risque de contrepartie est faible compte tenu des montants en jeu et de la contrepartie au contrat qui est la Caisse centrale Desjardins.

RISQUE DE LIQUIDITÉS

Pour pallier les besoins de liquidités liés aux rachats d'actions et aux engagements en investissements à impact économique québécois, la Société se doit de conserver des actifs liquides afin d'éviter d'être dépendante des marchés et ainsi de devoir effectuer des transactions à des moments inopportuns. Avec des investissements liquides qui devraient représenter environ 40 % des actifs sous gestion lorsque la capitalisation de la Société aura atteint sa taille maximale et que le rythme des rachats se sera stabilisé, et avec l'approche de gestion choisie faisant en sorte que l'échéance moyenne des obligations est égale à l'échéance moyenne des sorties de fonds prévues, la Société peut affirmer que son mode de gestion tient compte de ce risque.

Résultats d'exploitation**RÉSULTAT NET ET RENDEMENT DE LA SOCIÉTÉ**

La Société affiche un bénéfice net de 18,7 M\$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010, soit un rendement de 2,0 %, comparativement à un bénéfice net de 17,1 M\$ (rendement de 2,0 %) pour l'exercice précédent.

La stratégie de répartition d'actif permet à la Société de bénéficier d'un profil de portefeuille global plus équilibré limitant ainsi sa volatilité, tout en lui permettant de réaliser pleinement sa mission de contribution au développement économique des régions du Québec et des coopératives. En période de fluctuations importantes des marchés, la Société devrait ainsi connaître des variations plus modestes.

La performance de la Société provient essentiellement de l'activité d'investissements à impact économique québécois et du portefeuille des autres investissements qui ont généré des contributions respectives de 3,0 % et 2,4 %, alors que les charges, nettes des frais d'administration, ainsi que les impôts et taxe sur le capital représentent un impact de 3,5 % sur le rendement de la Société.

RENDEMENT PAR ACTIVITÉ	2010				2009			
	ACTIF MOYEN SOUS GESTION M\$	PONDÉRATION %	RENDEMENT IAN %	CONTRIBUTION IAN %	ACTIF MOYEN SOUS GESTION M\$	PONDÉRATION %	RENDEMENT IAN %	CONTRIBUTION IAN %
Investissements à impact économique québécois	421	44,1	6,8	3,0	375	44,5	6,1	2,6
Autres investissements et encaisse	534	55,9	4,4	2,4	467	55,5	5,2	2,9
	955	100,0	5,5	5,4	842	100,0	5,6	5,5
Charges, nettes des frais d'administration			(2,8)	(2,8)			(2,8)	(2,8)
Impôts et taxe sur le capital			(0,7)	(0,7)			(0,6)	(0,6)
Rendement de la Société			2,0	2,0			2,0	2,0

RENDEMENT PAR CATÉGORIE D'ACTIF	2010				2009			
	ACTIF MOYEN SOUS GESTION M\$	PONDÉRATION %	RENDEMENT IAN %	CONTRIBUTION IAN %	ACTIF MOYEN SOUS GESTION M\$	PONDÉRATION %	RENDEMENT IAN %	CONTRIBUTION IAN %
Investissements à impact économique québécois								
Capital de développement	152	15,9	5,0	0,8	136	16,1	13,3	2,1
Rachats d'entreprises et investissements majeurs	124	13,0	15,7	2,1	107	12,7	17,6	2,0
Innovations technologiques	56	5,8	(5,3)	(0,3)	55	6,5	(9,1)	(0,7)
Capital de risque – Santé	30	3,2	12,1	0,4	27	3,3	(9,4)	(0,3)
Fonds	59	6,2	0,1	0,0	50	5,9	(8,9)	(0,5)
Autres investissements et encaisse								
Obligations, actions privilégiées, marché monétaire et encaisse	533	55,8	4,4	2,4	463	55,0	5,3	2,9
Fonds de fonds de couverture	1	0,1	14,2	0,0	4	0,5	0,5	0,0
	955	100	5,5	5,4	842	100,0	5,6	5,5

INVESTISSEMENTS À IMPACT ÉCONOMIQUE QUÉBÉCOIS

En 2010, la Société a non seulement poursuivi sa mission par le biais d'investissements directs dans des entreprises québécoises, mais elle a également joué un rôle actif dans la mise sur pied de deux nouveaux fonds qui appuieront le développement économique du Québec au cours des prochaines années.

Le 14 juillet dernier, la Société ainsi que deux partenaires financiers, le gouvernement du Québec et le Fonds de solidarité FTQ concrétisaient la signature d'un protocole d'entente pour la création d'un Fonds d'investissement pour la relève agricole (« FIRA ») annoncé au printemps 2010. Ce fonds a pour objectif d'appuyer la jeune relève agricole qui dispose souvent de peu de capitaux pour assurer le démarrage et la pérennité de leur entreprise agricole. En vertu de cette entente, la Société s'engage à investir 25 M\$ sur cinq ans. À la suite de l'engagement des trois commanditaires et la reconnaissance de l'admissibilité du fonds par le ministre des Finances, ce fonds devrait débiter ses opérations au début de l'année 2011.

Aussi, Capital croissance PME S.E.C. (« CCPME »), dont l'objectif principal est d'investir dans des petites et moyennes entreprises du Québec essentiellement sous forme de titres d'emprunt

subordonnés, a été créée le 19 août 2010. La Société et la Caisse de dépôt et placement du Québec, en tant que commanditaires de ce nouveau fonds, se sont engagés à y investir, à parts égales, une somme totale de 200 M\$ sur une période de trois ans débutant le 1^{er} juillet 2010. Au 31 décembre 2010, la Société avait déboursé 6,9 M\$ sur son engagement total de 100 M\$. Le gestionnaire de cette nouvelle société en commandite est Desjardins Capital de risque, soit le même gestionnaire que la Société. Ce fonds constitue donc un levier additionnel pour permettre à la Société de réaliser sa mission de développement économique dans l'ensemble du Québec, entre autres, dans les régions ressources et les coopératives.

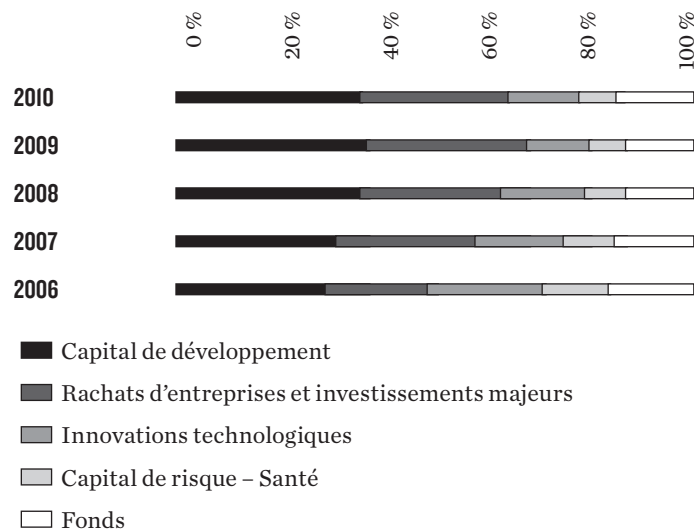
À la suite de l'approbation de son conseil d'administration, la Société s'est portée acquéreur, le 30 novembre 2010, d'investissements détenus par Desjardins Capital de risque, s.e.c. dans une trentaine d'entreprises pour une somme globale de 20,9 M\$. Certains de ces investissements représentant une valeur totale de 3,3 M\$ ont été acquis au comptant. Les autres l'ont été en échange de billets à payer dont la valeur et le moment du paiement sont tributaires de la disposition éventuelle par la Société de ces participations.

Cette transaction a contribué à porter à 91,3 M\$ le total des investissements réalisés au cours de l'exercice 2010. Ces investissements ainsi que des produits de cession de 53,1 M\$ et des gains de 0,7 M\$ ont eu pour résultat un portefeuille d'investissements dont la juste valeur totale, incluant les contrats de change, atteignait 440,9 M\$ au 31 décembre 2010 (402,0 M\$ au 31 décembre 2009).

L'activité d'investissements doit également être mesurée en y incluant la variation des fonds engagés mais non déboursés qui se soldent à 200,5 M\$ au 31 décembre 2010 comparativement à 63,9 M\$ au 31 décembre 2009. Cette augmentation est expliquée par les nouveaux engagements, au cours de l'exercice 2010, de 227,9 M\$ (94,5 M\$ en 2009), incluant ceux de 100 M\$ dans CCPME et de 25 M\$ dans FIRA.

Les engagements totaux au coût au 31 décembre 2010 s'élevaient à 673,8 M\$ (incluant 118,1 M\$ dans CCPME et FIRA) dans 238 entreprises, coopératives et fonds, dont 473,3 M\$ ont été déboursés dans 234 entreprises, coopératives et fonds en portefeuille.

Le gestionnaire de la Société répartit ses activités d'investissements à impact économique québécois en cinq catégories d'actif. Au besoin, le gestionnaire accentue son développement des affaires dans certains secteurs d'activité économique ou catégorie d'actif afin de procéder au balancement de ce portefeuille. La gamme des instruments financiers utilisés peut également différer afin de générer à la fois un rendement à court terme et un rendement à long terme pour les actionnaires de la Société. Au 31 décembre des cinq derniers exercices, le portefeuille d'investissements à impact économique québécois se répartissait ainsi par catégorie d'actif :



Au cours de l'exercice 2010, le portefeuille d'investissements à impact économique québécois a généré une contribution positive de 28,9 M\$ comparativement à 22,4 M\$ en 2009.

CONTRIBUTION GÉNÉRÉE PAR LES INVESTISSEMENTS À IMPACT ÉCONOMIQUE QUÉBÉCOIS (EN MILLIERS \$)

	2010	2009
Produits	27 680	24 136
Gains et pertes	1 261	(1 719)
	28 941	22 417

Les produits, composés d'intérêts, de dividendes et d'honoraires de négociation relatifs aux investissements à impact économique québécois, assurent une base solide de revenus favorisant la rentabilité globale du portefeuille. L'augmentation des produits s'explique essentiellement par la hausse du solde moyen des débetures.

La Société comptabilise ses investissements à impact économique québécois à la juste valeur. Deux revues complètes du portefeuille sont effectuées à chaque année soit une pour le semestre se terminant le 30 juin et l'autre, pour le semestre se terminant le 31 décembre. La revue du 31 décembre 2010 a entraîné un ajustement de l'évaluation de 70 investissements et l'exercice 2010 se termine avec une hausse de valeur non réalisée, nette des variations de billets à payer, de 0,1 M\$. Les sociétés publiques présentes au portefeuille, dont la juste valeur déterminée en fonction de prix cotés sur des marchés actifs se chiffre à 5,8 M\$ au 31 décembre 2010, ont généré une hausse de valeur de 0,7 M\$ au cours de l'exercice. Pour cette même période, les cessions et radiations d'investissements à impact économique québécois entraînent une perte réalisée de 43,4 M\$ et un gain non réalisé de 43,9 M\$, pour un impact net sur les résultats à la hausse de 0,5 M\$.

En considérant l'ensemble des incidences, la Société a enregistré aux résultats de l'exercice un gain réalisé et non réalisé de 1,3 M\$ comparativement à une perte de 1,7 M\$ en 2009. L'impact positif de ces variations de la juste valeur du portefeuille d'investissements à impact économique québécois sur les résultats de la Société confirme que ce portefeuille devient plus mature et que sa répartition d'actif est plus équilibrée.

DÉTAIL DES GAINS ET PERTES (EN MILLIERS \$)

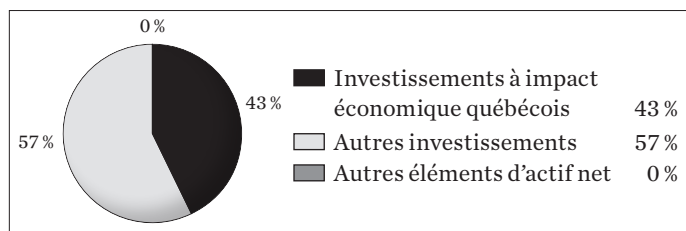
	2010
Variation de valeurs non réalisée – sociétés publiques	696
Variation de valeurs non réalisée – sociétés privées	103
Effet net des dispositions	462
Gains et pertes	1 261

Au 31 décembre 2010, le profil de risque global du portefeuille d'investissements à impact économique québécois s'est maintenu à un niveau satisfaisant et comparable à celui observé au 31 décembre 2009.

AUTRES INVESTISSEMENTS

La gestion du portefeuille des autres investissements s'applique à la partie de l'actif qui n'est pas dédiée aux investissements à impact économique québécois, y compris les liquidités temporairement disponibles avant leur investissement au sein des entreprises.

RÉPARTITION DE L'ACTIF NET AU 31 DÉCEMBRE 2010



Au 31 décembre 2010, le portefeuille des autres investissements de la Société, incluant l'encaisse mais excluant les contrats de change, totalisait 578,0 M\$, comparativement à 490,6 M\$ au 31 décembre 2009. Ces sommes étaient placées principalement sur le marché des titres à revenus fixes, dans des instruments offrant une grande liquidité et un faible risque de crédit. Au 31 décembre 2010, près de 71 % des titres obligataires détenus en portefeuille possédaient une garantie gouvernementale. La proportion du portefeuille des autres investissements par rapport à l'actif net total était de 57 % au terme de l'exercice 2010, comparativement à 54 % au 31 décembre 2009. L'excédent de la souscription nette sur les investissements à impact économique québécois nets réalisés a contribué à cette hausse. La Société anticipe que ce ratio devrait diminuer graduellement au cours des prochains exercices afin de se situer autour de 40 % lorsque la capitalisation aura atteint sa taille maximale et que le rythme des rachats se sera stabilisé, permettant ainsi d'accroître la part des fonds alloués aux investissements à impact économique québécois qui sont au cœur de sa mission.

Pour pallier les besoins de fonds découlant des demandes de rachats par ses actionnaires ainsi que des investissements à impact économique québécois qu'elle prévoit effectuer, la Société dispose au 31 décembre 2010 de liquidités représentant 21,4 % du portefeuille des autres investissements (22,2 % au 31 décembre 2009). Ce niveau de liquidités que la Société se doit de maintenir en vertu de ses saines pratiques de gestion vient limiter le potentiel de rendement global de ce portefeuille.

Afin de bonifier la performance totale des portefeuilles, le gestionnaire dispose également d'une latitude pour prendre des positions de marché en faisant usage d'opérations d'achat-rachat. Ces opérations sont effectuées dans un portefeuille de superposition et les limites de risques potentiels qui y sont associées sont définies et encadrées par le comité de gestion des actifs financiers de la Société et suivies quotidiennement par le gestionnaire. Cette activité a généré un gain de 1,3 M\$ pour l'exercice 2010 (1,2 M\$ en 2009). Au 31 décembre 2010, la Société n'avait aucune position de marché.

La liquidation ordonnée du fonds de fonds de couverture débutée en 2008 à la suite de l'effondrement rapide des cours boursiers s'est poursuivie en 2010. Ainsi, la juste valeur des parts encore détenues au 31 décembre 2010 s'élève à 0,3 M\$ (0,7 M\$ au 31 décembre 2009). Compte tenu des événements de 2008, la stratégie de répartition d'actif de la Société n'inclut plus cette catégorie d'actif.

CONTRIBUTION GÉNÉRÉE PAR LES AUTRES INVESTISSEMENTS (EN MILLIERS \$)

	2010	2009
Produits	16 157	15 109
Gains et pertes	6 771	9 441
	22 928	24 550

Les produits sont composés des intérêts, des dividendes et des activités de négociation sur les autres investissements. Les revenus d'intérêts tirés essentiellement des investissements en obligations sont reconnus au taux effectif de l'obligation au moment de l'acquisition. Les gains (pertes) réalisés sont comptabilisés au moment de la vente et correspondent à l'écart entre le produit de la cession et le coût non amorti, sans égard aux gains (pertes) non réalisés au cours d'exercices précédents, lesquels sont renversés et pris en compte dans les gains et pertes non réalisés de la période en cours.

Les autres investissements contribuent encore de façon importante aux produits d'exploitation de la Société, et ce, malgré la faiblesse des taux d'intérêt. Leur contribution s'élève à 22,9 M\$ pour l'exercice 2010, comparativement à 24,6 M\$ en 2009. Les produits courants sont en légère hausse par rapport à ceux de la même période de 2009, la baisse du taux d'intérêt moyen effectif du portefeuille obligataire ayant été compensée par la hausse du solde moyen des obligations. Enfin, pour l'exercice 2010, la Société a enregistré un gain sur son portefeuille des autres investissements de 6,8 M\$. Malgré les hausses consécutives du taux directeur totalisant 75 points de base annoncées au cours de l'exercice par la Banque du Canada, la réduction des attentes des marchés quant à de futures hausses de taux d'intérêt au Canada a généré des plus-values pour le portefeuille obligataire.

Au cours des dernières années, la juste valeur du portefeuille obligataire a bénéficié des baisses répétées de taux d'intérêt. L'éventuelle remontée de ces taux aura un impact négatif sur les variations de valeur non réalisées. La stratégie de gestion des actifs de la Société vise un appariement de l'échéance moyenne de ce portefeuille avec celle des besoins de liquidités prévus, atténuant du même coup les effets à long terme des fluctuations de taux d'intérêt sur les résultats de la Société.

SOUSCRIPTION

La Société offre de souscrire à ses actions uniquement à travers le réseau des caisses Desjardins. Au 31 décembre 2010, ce réseau de distribution était constitué d'environ 420 caisses Desjardins et de près de 900 centres de service, pour un total avoisinant 1 320 points d'accès.

La souscription d'actions de la Société donne droit à l'actionnaire de recevoir un crédit d'impôt non remboursable, applicable à l'impôt du Québec seulement, pour un montant égal à 50 % de l'ensemble des montants souscrits, jusqu'à concurrence d'un crédit d'impôt de 2 500 \$ par période de capitalisation. La période de détention minimale des actions de la Société est de sept ans, jour pour jour de la date d'achat, avant que l'actionnaire ne soit normalement admissible à un rachat. Notons qu'un actionnaire qui retire une partie ou la totalité de ses actions dans le cadre d'un rachat après sept ans de détention, ne pourra plus se prévaloir du crédit d'impôt pour toute souscription dont le crédit d'impôt serait applicable à l'année d'imposition en cours ou à une année d'imposition subséquente.

La Société peut recueillir un montant maximal de 150 M\$ par période de capitalisation, et ce, tant que la Société n'aura pas atteint, pour une première fois, à la fin d'une période de capitalisation, au moins 1 G\$ au titre du capital-actions. À compter de la période de capitalisation qui suivra cet événement, la Société pourra recueillir, par période de capitalisation, le moins élevé de 150 M\$ et du montant correspondant à la réduction du capital-actions attribuable aux rachats ou achats de gré à gré par la Société au cours de la période de capitalisation précédente. Chaque période de capitalisation, d'une durée de 12 mois, débute le 1^{er} mars de chaque année. Un impôt spécial est payable par la Société en cas de non-respect de ces limites et des mécanismes de contrôle ont été mis en place afin d'en assurer le respect.

Au 31 décembre 2010, le capital-actions de la Société s'élève à 1 026,0 M\$ pour 102 908 090 actions en circulation. La Société anticipe qu'au 28 février 2011, le niveau du capital-actions dépassera le seuil de 1 G\$. Dans cette éventualité, tel qu'expliqué précédemment, les souscriptions pour la période de capitalisation débutant le 1^{er} mars 2011 seraient limitées au moindre de 150 M\$ ou des rachats demandés durant la période de capitalisation s'étendant du 1^{er} mars 2010 au 28 février 2011. À titre indicatif, les rachats effectués entre le 1^{er} mars et le 31 décembre 2010 s'élèvent à environ 63 M\$.

Les souscriptions recueillies au cours de l'exercice 2010 se sont élevées à 181,0 M\$ comparativement à 129,4 M\$ pour l'exercice 2009. Au 31 décembre 2010, un solde d'environ 4,2 M\$ sur les 150 M\$ admissibles pour la période de capitalisation allant du 1^{er} mars 2010 au 28 février 2011 était encore disponible. Ce solde a été entièrement écoulé dès le début 2011. Rappelons que lors de la période de capitalisation s'étant terminée le 28 février 2010, la souscription maximale permise de 150 M\$ a aussi été atteinte.

Au cours de l'exercice 2010, les rachats et achats de gré à gré se sont élevés à 85,8 M\$. Pour cette même période, environ 29 % des actions éligibles au rachat au terme de leur période minimale de détention de sept ans ont été rachetées. La Société est d'avis que les conditions économiques en vigueur et plus particulièrement la faiblesse des taux d'intérêt ont une influence sur ce volume limité de rachat.

Au 31 décembre 2010, le solde des actions éligibles au rachat s'élève à 209 M\$. Au cours de l'exercice 2011, des actions additionnelles d'une valeur approximative de 97 M\$ deviendront également éligibles au rachat, pour un potentiel de rachats pour l'exercice 2011 avoisinant 306 M\$.

Les capitaux propres de la Société au 31 décembre 2010 s'élèvent à 1 019,8 M\$ et se répartissent par émission comme suit :

ÉMISSION	PRIX D'ÉMISSION \$	SOLDE * M\$	RACHAT POSSIBLE À COMPTER DE
2001	10,00	37,1	2008
2002	10,00	113,2	2009
2003	10,12 et 10,24	58,7	2010
2004	10,25	96,8	2011
2005	10,25	96,0	2012
2006	10,37 et 10,21	78,6	2013
2007	10,21 et 9,92	96,3	2014
2008	9,89 9,83 et 9,54	141,1	2015
2009	9,54 9,62 et 9,73	154,1	2016
2010	9,73 et 9,80	147,9	2017
Capitaux propres		1 019,8	

* Calculé à la valeur de l'actif net par action au 31 décembre 2010

Le nombre d'actionnaires atteint 111 476 au 31 décembre 2010, comparativement à 118 119 un an plus tôt. Malgré ce repli du nombre d'actionnaires qui permet à la Société d'optimiser ses coûts, le capital-actions de la Société est en progression puisque l'investissement moyen par actionnaire est en hausse, les mêmes actionnaires souscrivant années après années à de nouvelles actions. Rappelons que jusqu'en 2007, chaque actionnaire était limité à une souscription de 2 500 \$ par année comparativement à la limite actuelle de 5 000 \$ par année.

La Société a comme politique de réinvestir les revenus annuels générés par ses opérations et de ne pas verser de dividendes à ses actionnaires afin d'augmenter son capital disponible à l'investissement dans les entités admissibles et de créer une plus-value pour les actions.

CHARGES D'EXPLOITATION

CHARGES (EN MILLIERS \$)

	2010	2009
Frais de gestion	23 948	21 231
Autres frais d'exploitation	2 202	2 081
Services aux actionnaires	1 725	1 835
Taxe sur le capital	511	209
	28 386	25 356

FRAIS DE GESTION

Les frais de gestion annuels versés à Desjardins Capital de risque inc. équivalent à 2,5 % de la valeur nette moyenne annuelle des actifs de la Société, déduction faite de tout passif relatif aux investissements à impact économique québécois et aux autres investissements. Les frais de gestion de l'exercice 2010 représentent 23,9 M\$, soit 84,4 % du total des charges, comparativement à 21,2 M\$, soit 83,7 % du total des charges de la même période en 2009. Cette augmentation est liée à la croissance de l'actif moyen qui est de 955,6 M\$ pour l'exercice 2010, comparativement à 842,3 M\$ un an plus tôt. Comme par le passé, un ajustement aux honoraires de gestion de la Société est apporté afin d'éviter la double facturation sur sa participation dans certains fonds d'investissement.

AUTRES FRAIS D'EXPLOITATION

Les autres frais d'exploitation sont en hausse de 0,1 M\$, soit 5,8 % comparativement à l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement attribuable aux honoraires professionnels engagés dans le cadre de l'analyse de certains dossiers majeurs dans lesquels la Société s'est engagée.

SERVICES AUX ACTIONNAIRES

La Société a confié à Fiducie Desjardins inc. le mandat de tenir ses registres d'actionnaires et de transfert des actions. Celle-ci agit aussi comme intermédiaire pour divers services de soutien aux actionnaires et représente, depuis le début des activités de la Société, la principale composante de la charge à l'égard des services rendus aux actionnaires.

La Société a confié à la Fédération des caisses Desjardins du Québec les activités relatives à la distribution de ses actions dans le réseau des caisses Desjardins. Outre le remboursement de certains frais directs, aucune commission ou autre forme de rémunération n'est payable à qui que ce soit par la Société pour la distribution de ses actions.

Les frais de services aux actionnaires pour l'exercice 2010 sont en baisse de 0,1 M\$ ou 6,0 % par rapport à 2009, en raison principalement du repli du nombre d'actionnaires.

TAXE SUR LE CAPITAL ET IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

La Société investit dans des titres admissibles à la déduction pour placements dans le calcul de la taxe sur le capital au Québec afin de minimiser les charges fiscales, et ce, tout en assurant à la fois une diversité et une sécurité des autres investissements. Le montant de cette charge est peu significatif. Cette taxe est abolie depuis le 1^{er} janvier 2011.

Les impôts sur les bénéfices s'élevaient à 5,9 M\$ pour l'exercice 2010 comparativement à 5,1 M\$ pour la même période en 2009. Outre les impôts exigibles, les impôts futurs constituent une composante significative de la charge d'impôts. La nature des produits a également une influence importante puisque le gain en capital n'est pas imposé au même taux que les revenus d'entreprise.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Pour l'exercice 2010, les flux de trésorerie liés aux souscriptions nettes des rachats s'élevaient à 95,2 M\$ (76,2 M\$ en 2009). Les activités d'exploitation ont généré des liquidités de 9,3 M\$ en baisse comparativement à 17,3 M\$ en 2009. Cette variation est

essentiellement attribuable aux versements d'impôts sur le revenu de l'exercice 2009 payés en 2010, ainsi qu'aux montants à recevoir relatifs à l'exercice 2010. Les activités d'investissements de la Société se sont soldées par une utilisation de capital de 39,9 M\$ pour l'exercice 2010 comparativement à 106,7 M\$ pour 2009. Les déboursés liés aux investissements à impact économique québécois sont de 67,6 M\$ pour l'exercice 2010 comparativement à 94,0 M\$ pour 2009. Conformément à la stratégie de gestion des actifs financiers de la Société, une portion des liquidités excédentaires générées par les activités d'exploitation et de financement a été attribuée au portefeuille des autres investissements qui affiche une utilisation nette de fonds de 16,0 M\$ en 2010, comparativement à 45,3 M\$ pour la même période de 2009.

Au 31 décembre 2010, la trésorerie et équivalents de trésorerie s'élevaient à 88,1 M\$ (23,4 M\$ au 31 décembre 2009). Ce niveau de liquidités particulièrement élevé a été maintenu en raison de l'importance des débours relatifs aux investissements à impact économique québécois qui étaient anticipés pour les premières semaines de l'année 2011. Ces liquidités sont également nécessaires afin de faire face aux demandes de rachats qui pourraient survenir à un rythme différent de l'émission de nouvelles actions.

Depuis février 2010, la Société dispose d'une marge de crédit autorisée de 10 M\$. Dans l'éventualité où les besoins de fonds excédaient les anticipations, cette marge pourrait être utilisée, sur une base temporaire, pour faire face aux obligations de la Société. Cette latitude supplémentaire permet d'optimiser le niveau de liquidités conservé tout en réduisant les risques de devoir disposer rapidement d'actifs à des conditions potentiellement moins avantageuses. Cette marge de crédit n'a pas été utilisée au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2010.

Compte tenu de son approche de gestion des autres investissements où l'échéance moyenne des actifs totaux de la Société est appariée avec l'échéance moyenne de ses sorties de fonds prévues, la Société n'anticipe aucun manque de liquidités à court et à moyen terme et prévoit ainsi être en mesure de procéder au rachat des actions émises depuis au moins sept ans pour les actionnaires qui en feront la demande.

Événements récents

CONVENTIONS COMPTABLES - NORMES INTERNATIONALES IFRS HISTORIQUE

En 2008, le Conseil des normes comptables du Canada (le « CNC ») confirmait qu'à partir du 1^{er} janvier 2011, les Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») remplaceraient les principes comptables généralement reconnus au Canada (les « PCGR ») actuellement en vigueur pour certaines sociétés, dont les sociétés publiques.

Au premier semestre de 2010, l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »), organisme responsable des normes IFRS, amorçait la révision des normes relatives à la consolidation et aux instruments financiers que doivent appliquer les sociétés de placement. Les principales modifications proposées touchant la Société sont expliquées dans la section « Principales incidences du passage aux normes IFRS » ci-après.

En janvier 2011, afin de permettre aux sociétés de placements d'attendre l'entrée en vigueur éventuelle de ces normes révisées avant d'effectuer une conversion aux IFRS, le CNC a approuvé un report obligatoire de la date d'application des IFRS pour les sociétés de placement actuellement assujetties à la Note d'orientation concernant la comptabilité NOC-18, Sociétés de placement. Ainsi les IFRS devront être adoptées par la Société pour ses états financiers semestriels et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. Entre-temps, la Société continuera d'appliquer les normes canadiennes actuelles.

TRAVAUX RÉALISÉS À CE JOUR

Afin de respecter cet échéancier, la Société a élaboré un plan de conversion en trois étapes : étape 1 – Diagnostic, étape 2 – Conception et planification et étape 3 – Mise en œuvre. Durant toutes ces étapes, la Société bénéficie du soutien et de l'expertise d'une équipe spécialisée du Mouvement Desjardins mise en place pour le passage aux IFRS ainsi que de l'appui de sociétés externes pour certains aspects.

La phase de diagnostic a débuté en 2009 et s'est poursuivie au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2010. Cette phase a permis à la Société d'identifier les domaines où l'application des normes IFRS aurait davantage d'incidences. La Société effectue une vigie des travaux de l'IASB entourant l'évolution des normes relatives à la consolidation et aux instruments financiers et poursuivra, lorsque les normes révisées seront connues, l'analyse de leurs incidences sur sa comptabilité, son information financière, sa gestion et ses systèmes d'information.

PRINCIPALES INCIDENCES DU PASSAGE AUX NORMES IFRS

Les normes IFRS utilisent un cadre conceptuel semblable à celui des PCGR, mais comportent certaines différences. En particulier, les normes sur la consolidation et les instruments financiers, si elles devaient être appliquées par la Société dans leur forme actuelle, pourraient avoir des incidences importantes sur l'information financière publiée par la Société. Outre ces normes, les différences identifiées entre les PCGR du Canada et les IFRS ne devraient pas avoir d'incidences significatives.

Selon les normes comptables actuelles, plus spécifiquement la NOC-18, la Société doit présenter l'ensemble des investissements qu'elle détient à la juste valeur et n'a pas à appliquer l'ensemble des règles relatives aux instruments financiers.

Dans les normes IFRS actuelles, il n'existe pas d'équivalent à la NOC-18. Ce sont les dispositions de la norme IAS 27, États financiers consolidés et individuels qui prévalent. Toutefois, tel que mentionné précédemment, l'IASB étudie la possibilité de modifier les normes IFRS de consolidation actuellement en vigueur afin d'exempter les sociétés de placement répondant à certains critères de l'obligation de consolider leurs participations dans des sociétés contrôlées. Ces participations seraient alors comptabilisées à la juste valeur.

La Société est d'avis que la consolidation de certains investissements n'est pas souhaitable puisque cela rendrait la lecture des états financiers plus complexe, augmenterait de façon significative les coûts de préparation de l'information financière et ne donnerait pas une image fidèle de sa situation financière.

De plus, le prix d'émission et de rachat des actions de la Société ne serait plus calculé sur la même base que celle utilisée pour établir les états financiers. Pour pallier l'éventualité où le résultat des démarches actuellement entreprises par l'IASB ne permettrait pas à la Société de se soustraire à l'obligation de consolider certaines de ses participations à compter du 1^{er} janvier 2013, des discussions avec les autorités réglementaires sont en cours afin que la Société puisse continuer d'émettre des états financiers sur la base de la juste valeur.

De plus, selon les normes IFRS actuelles, l'ensemble des exigences relatives à la comptabilisation et à la divulgation des instruments financiers devraient être appliquées. La Société devrait ainsi classer ses instruments financiers selon les différentes classes prescrites par les normes IFRS et suivre le mode de comptabilisation correspondant. De plus, leur classification entraînerait également une divulgation accrue dans les états financiers, particulièrement en ce qui a trait à l'évaluation des instruments financiers.

Toutefois, en parallèle avec la révision des normes IFRS relatives à la consolidation, l'IASB envisage de modifier également les normes relatives aux instruments financiers afin que les sociétés de placement puissent continuer à comptabiliser l'ensemble de leurs participations à la juste valeur.

QUANTIFICATION DES INCIDENCES

Compte tenu de l'évolution actuelle des normes IFRS, la Société n'est pas en mesure, à ce moment-ci, de quantifier l'incidence qu'aura la transition aux normes IFRS sur sa situation financière.

Toutefois, la loi constitutive de la Société prévoit que le prix d'émission et de rachat de ses actions sera calculé sur la base des IFRS ajustées, s'il y a lieu, pour refléter la juste valeur des investissements et annuler les effets de la consolidation. Ainsi, le passage aux normes IFRS n'aura aucune incidence significative à cet égard.

Opérations entre apparentés

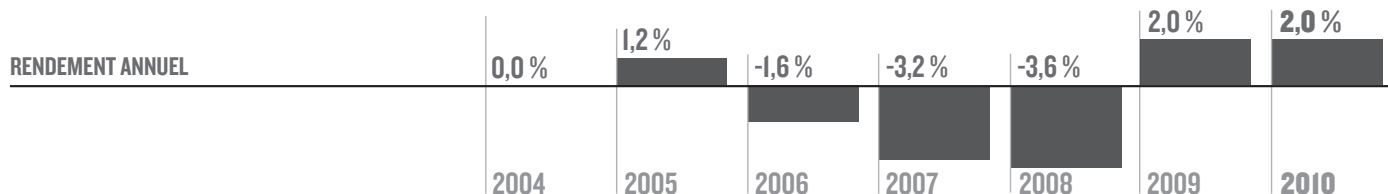
Dans le cadre de ses activités courantes, la Société conclut certaines opérations avec des sociétés qui lui sont apparentées. Ces opérations sont décrites à la note 16 des notes afférentes aux états financiers de la Société.

RENDEMENT PASSÉ

Cette section présente les rendements historiques obtenus par la Société. Ces rendements ne tiennent pas compte des frais d'administration de 50 \$ encourus par l'actionnaire ni du crédit d'impôt dont il a bénéficié à la suite de son investissement. Les rendements passés ne sont pas nécessairement indicatifs des rendements futurs.

Rendement annuel

Le graphique ci-après présente le rendement annuel de la Société et fait ressortir la variation de son rendement d'un exercice à l'autre, pour les sept derniers exercices. Ce rendement annuel est calculé en divisant le bénéfice (perte) par action de l'exercice par le prix de l'action au début de l'exercice.



Rendement composé de l'action au 31 décembre 2010

Le rendement composé est calculé sur la base de la variation annualisée du prix de l'action sur chacune des périodes indiquées.

7 ANS	5 ANS	3 ANS	1 AN
-0,5 %	-0,9 %	0,1 %	1,8 %

APERÇU DU PORTEFEUILLE

Principales catégories d'actif

Au 31 décembre 2010, les actifs des portefeuilles d'investissements à impact économique québécois et des autres investissements de la Société se répartissaient comme suit :

CATÉGORIES D'ACTIF	% DE L'ACTIF NET
Investissements à impact économique québécois *	
Capital de développement	15,4
Rachats d'entreprises et investissements majeurs	12,3
Innovations technologiques	5,9
Capital de risque – Santé	3,2
Fonds	6,4
Total – Investissements à impact économique québécois	43,2
Autres investissements	
Encaisse et instruments de marché monétaire	12,2
Obligations	42,1
Actions privilégiées	2,4
Fonds de fonds de couverture	0,0
Total – Autres investissements	56,7

* Incluant les contrats de change

Principaux investissements détenus

Au 31 décembre 2010, les émetteurs des 25 principaux investissements détenus par la Société étaient les suivants :

ÉMETTEURS	% DE L'ACTIF NET
Investissements à impact économique québécois – 12 émetteurs *	19,4
Société canadienne d'hypothèque et de logement	13,7
Caisse centrale Desjardins	9,0
Province de l'Ontario	6,0
Province du Québec	3,1
CDP Financière	3,0
Banque Royale	2,0
Banque de Montréal	1,5
Banque Toronto Dominion	1,5
Banque de Nouvelle-Écosse	1,4
Financement-Québec	1,2
Capital Desjardins	0,8
Banque CIBC	0,8
Hydro-Québec	0,8

* Les 12 émetteurs représentant collectivement 19,4 % de l'actif net de la Société sont :

- > Avjet Holding Inc
- > Camoplast inc.
- > Coradiant (Canada) inc.
- > Corporation de Développement Knowlton inc.
- > Desjardins – Innovatech S.E.C.
- > Enobia Pharma inc.
- > Fempro I inc.
- > FIER Partenaires, s.e.c.
- > Groupe Canmec (6317456 Canada inc.)
- > La Coop fédérée
- > Matériaux Spécialisés Louiseville inc.
- > Tranzyme Pharma inc.

Cet aperçu du portefeuille de la Société peut être modifié en tout temps en raison des opérations effectuées par la Société.

Le 9 février 2011

Le 9 février 2011

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Société ainsi que les renseignements financiers contenus dans ce rapport financier sont la responsabilité du conseil d'administration qui délègue à la direction le soin de les préparer.

Afin de s'acquitter de sa responsabilité à l'égard de l'intégrité et de la fidélité des états financiers, la direction s'est assurée que le gestionnaire a mis en place un système de contrôle interne qui donne l'assurance que les données financières sont fiables, qu'elles constituent une base adéquate pour la préparation des états financiers et que les éléments d'actif sont convenablement préservés et comptabilisés.

Également, le directeur général et le chef de la direction financière de la Société ont attesté que la juste valeur de chacun des investissements à impact économique québécois a été établie selon un processus conforme à celui prévu à la réglementation de l'Autorité des marchés financiers et ont confirmé le caractère raisonnable de la juste valeur globale du portefeuille d'investissements à impact économique québécois.

Le conseil d'administration exerce sa responsabilité à l'égard des états financiers plus particulièrement par le biais de son comité de vérification. Ce comité rencontre, en présence et en l'absence des membres de la direction, l'auditeur indépendant désigné par les actionnaires afin de revoir les états financiers, discuter de l'audit et autres sujets connexes et formuler les recommandations appropriées au conseil d'administration. De plus, ce comité rencontre les vérificateurs internes de la Société. Il examine également le contenu du rapport de gestion afin de s'assurer que les informations qui y sont présentées complètent adéquatement celles figurant aux états financiers.

Les états financiers présentent l'information financière disponible au 9 février 2011. Établis selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, ils ont été audités par PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.

Le conseil d'administration a approuvé ces états financiers ainsi que les informations contenues dans le rapport de gestion. Les renseignements financiers présentés ailleurs dans ce rapport sont conformes aux états financiers de la Société.

(signé) Yves Calloc'h, CA

Chef de la direction financière

Capital régional et coopératif Desjardins

États financiers
31 décembre 2010

PricewaterhouseCoopers
LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.
Comptables agréés
1250, boulevard René-Lévesque Ouest
Bureau 2800
Montréal (Québec)
Canada H3B 2G4
Téléphone +1 514 205-5000
Télécopieur +1 514 876-1502

Le 9 février 2011

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de Capital régional et coopératif Desjardins

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de Capital régional et coopératif Desjardins, qui comprennent les bilans aux 31 décembre 2010 et 2009, et les états des résultats, de l'évolution des capitaux propres et des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi que les notes annexes incluant un résumé des principales méthodes comptables.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation des risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société aux 31 décembre 2010 et 2009, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

(signé) PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.¹

¹ Comptable agréé auditeur permis n° 19653

Capital régional et coopératif Desjardins

Bilans

Aux 31 décembre 2010 et 2009

(en milliers de dollars, sauf le nombre d'actions et l'actif net par action ordinaire)

	2010	2009
	\$	\$
Actif		
Investissements à impact économique québécois (note 4)	439 550	401 321
Autres investissements (note 5)	541 271	467 765
Encaisse	38 108	23 448
Débiteurs (note 6)	10 180	6 866
Logiciels (moins l'amortissement cumulé de 4 049 \$; 3 675 \$ au 31 décembre 2009)	313	687
Impôts sur les bénéfices à recevoir	7 273	-
Impôts futurs (note 14)	3 991	12 342
	<hr/>	<hr/>
	1 040 686	912 429
Passif		
Créditeurs (note 8)	3 723	872
Billets à payer (note 9)	17 117	-
Impôts sur les bénéfices à payer	-	5 636
	<hr/>	<hr/>
	20 840	6 508
Actif net	<hr/>	<hr/>
	1 019 846	905 921
Nombre d'actions ordinaires en circulation	102 908 090	93 142 217
Actif net par action ordinaire	9,91	9,73

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Approuvé par le Conseil,

(signé) André Lachapelle, administrateur

(signé) Jacques Plante, administrateur

Capital régional et coopératif Desjardins

Évolution des capitaux propres

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

(en milliers de dollars)

	2010					Actif net \$
	Capital- actions	Surplus d'apport	Bénéfices non répartis (déficit)			
			Réalisés	Non réalisés	Total	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 31 décembre 2009	933 533	2 410	26 209	(56 231)	(30 022)	905 921
Résultats de l'exercice						
Bénéfice net réalisé et non réalisé, déduction faite des impôts de (2 647 \$) et 8 567 \$ respectivement	-	-	(15 679)	34 375	18 696	18 696
Opérations sur le capital-actions						
Émission d'actions ordinaires	180 982	-	-	-	-	180 982
Rachat d'actions ordinaires	(88 500)	2 747	-	-	-	(85 753)
	92 482	2 747	(15 679)	34 375	18 696	113 925
Solde au 31 décembre 2010	1 026 015	5 157	10 530	(21 856)	(11 326)	1 019 846
						2009
	Capital- actions	Surplus d'apport	Bénéfices non répartis (déficit)			Actif net
	\$	\$	Réalisés	Non réalisés	Total	\$
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 31 décembre 2008	859 467	306	5 915	(53 082)	(47 167)	812 606
Résultats de l'exercice						
Bénéfice net réalisé et non réalisé, déduction faite des impôts de 5 906 \$ et (785 \$) respectivement	-	-	20 294	(3 149)	17 145	17 145
Opérations sur le capital-actions						
Émission d'actions ordinaires	129 443	-	-	-	-	129 443
Rachat d'actions ordinaires	(55 377)	2 104	-	-	-	(53 273)
	74 066	2 104	20 294	(3 149)	17 145	93 315
Solde au 31 décembre 2009	933 533	2 410	26 209	(56 231)	(30 022)	905 921

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Capital régional et coopératif Desjardins

Résultats

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

(en milliers de dollars, sauf le nombre d'actions et le bénéfice net par action ordinaire)

	2010	2009
	\$	\$
Produits		
Intérêts	36 898	34 451
Dividendes	4 477	2 675
Honoraires de négociation	2 462	2 119
Frais d'administration	1 133	655
	<u>44 970</u>	<u>39 900</u>
Charges		
Frais de gestion	23 948	21 231
Autres frais d'exploitation (note 13)	2 202	2 081
Services aux actionnaires (note 13)	1 725	1 835
Taxe sur le capital	511	209
	<u>28 386</u>	<u>25 356</u>
Revenu net d'investissement	<u>16 584</u>	<u>14 544</u>
Gains et pertes sur investissements		
Réalisés	(34 910)	11 656
Non réalisés	42 942	(3 934)
	<u>8 032</u>	<u>7 722</u>
Impôts sur les bénéfices (note 14)	<u>5 920</u>	<u>5 121</u>
Bénéfice net de l'exercice	<u>18 696</u>	<u>17 145</u>
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	97 930 424	90 224 815
Bénéfice net par action ordinaire	0,19	0,19

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Capital régional et coopératif Desjardins

Flux de trésorerie

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

(en milliers de dollars)	2010 \$	2009 \$
Flux de trésorerie liés aux		
Activités d'exploitation		
Bénéfice net de l'exercice	18 696	17 145
Ajustements pour		
Pertes (gains) réalisées sur investissements	34 910	(11 656)
Pertes (gains) non réalisées sur investissements	(42 942)	3 934
Amortissement des logiciels	374	376
Amortissement des primes et escomptes sur les autres investissements	2 649	1 785
Impôts futurs	8 351	1 095
Intérêts capitalisés et autres éléments hors caisse	(1 866)	-
	20 172	12 679
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement (note 15)	(10 876)	4 627
	9 296	17 306
Activités d'investissement		
Investissements à impact économique québécois	(67 559)	(94 022)
Acquisition d'autres investissements	(536 523)	(385 285)
Produit de la cession d'investissements à impact économique québécois	43 666	32 658
Produit de la cession d'autres investissements	520 551	340 027
Logiciels	-	(61)
	(39 865)	(106 683)
Activités de financement		
Produit de l'émission d'actions ordinaires	180 982	129 443
Rachat d'actions ordinaires	(85 753)	(53 273)
	95 229	76 170
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de l'exercice	64 660	(13 207)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	23 448	36 655
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice (note 12)	88 108	23 448
Renseignement supplémentaire		
Impôts sur les bénéfices payés (recouvrés)	10 554	(839)

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2010 et 2009

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

1 Loi constitutive et mission, administration et investissements

Loi constitutive et mission

Capital régional et coopératif Desjardins (la « Société ») est constituée par une loi de l'Assemblée nationale du Québec (L.R.Q. c. C-6.1) (la « Loi ») et est réputée avoir été constituée par dépôt de statuts le 1er juillet 2001. La Société a commencé ses activités le 5 novembre 2001 et est une personne morale à fonds social ayant pour mission de :

- mobiliser du capital de risque en faveur des régions ressources du Québec (l'Abitibi-Témiscamingue, le Bas-Saint-Laurent, la Côte-Nord, la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, la Mauricie, le Nord-du-Québec et le Saguenay-Lac-Saint-Jean) et du milieu coopératif;
- favoriser le développement économique des régions ressources par des investissements dans des entités admissibles exerçant leurs activités dans ces régions;
- appuyer le mouvement coopératif dans l'ensemble du Québec par des investissements dans des coopératives admissibles;
- accompagner les entités admissibles dans leur démarrage et leur développement;
- stimuler l'économie québécoise par des investissements sur l'ensemble du territoire québécois.

Administration

Les activités de la Société sont administrées par un conseil d'administration normalement composé de 13 membres comme suit :

- huit personnes nommées par la présidente du Mouvement des caisses Desjardins;
- deux personnes élues par l'assemblée générale des porteurs d'actions;
- deux personnes nommées par les dix membres nommés précédemment parmi les personnes que ces membres jugent représentatives des entités admissibles décrites dans la Loi;
- le directeur général de la Société.

Investissements

La Société peut faire des investissements minoritaires avec ou sans garantie ou cautionnement, principalement dans des entités admissibles. Les entités admissibles comprennent une coopérative admissible et une société ou une personne morale qui exploite activement une entreprise dont la majorité des employés résident au Québec et dont l'actif est inférieur à 100 M\$ ou l'avoir net est inférieur ou égal à 50 M\$.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2010 et 2009

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

La Société peut investir jusqu'à 5 % de son actif (tel qu'il est établi sur la base de la dernière évaluation d'experts-comptables) dans une même entreprise ou une coopérative admissible. L'investissement est généralement prévu pour une durée de cinq à huit ans. Ce pourcentage peut être porté jusqu'à 10 % pour permettre à la Société d'acquérir des titres d'une entité faisant des affaires au Québec, mais qui n'est pas une entité admissible. Dans un tel cas, la Société ne peut, directement ou indirectement, acquérir ni détenir des actions représentant plus de 30 % des droits de vote pouvant être exercés en toutes circonstances.

En vertu de la Loi, d'autres investissements peuvent se qualifier comme étant admissibles, tels les investissements dans certains fonds d'investissement, si les conditions spécifiques prévues par la Loi sont respectées.

À la fin de chaque exercice, la part des investissements de la Société dans des entités admissibles, de même que les autres investissements qualifiés, qui ne comportent aucun cautionnement ou aucune hypothèque et effectués à titre de premier acquéreur, doit représenter, en moyenne, au moins 60 % de l'actif net moyen de la Société pour l'exercice précédent, et au moins 35 % de ce pourcentage doit être investi dans des entités situées dans les régions ressources du Québec ou dans des coopératives admissibles. La Société peut être tenue de verser des pénalités si ces règles ne sont pas respectées. Au 31 décembre 2010, aucune somme n'était exigible en vertu de ces règles.

Peuvent également être considérés dans les calculs des investissements admissibles des investissements effectués par la Société à titre autre que de premier acquéreur pour l'acquisition de titres émis par une entité admissible. Pour les investissements effectués avant le 10 novembre 2007, ces investissements ne devaient pas représenter plus du tiers de l'ensemble des investissements effectués par la Société à titre de premier acquéreur dans cette entité. Pour les investissements effectués à partir du 10 novembre 2007, cette restriction est abolie, mais la Société ne peut avoir investi plus de 20 % de son actif net à la fin de l'exercice précédent à titre autre que de premier acquéreur pour que ces investissements soient admissibles.

2 Principales conventions comptables

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers selon les principes comptables généralement reconnus du Canada requiert l'utilisation de certaines estimations ayant une incidence sur les actifs et les passifs inscrits et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date du bilan ainsi que sur les produits et les charges comptabilisés pour l'exercice présenté. Les principales estimations sont relatives à l'établissement de la juste valeur des investissements à impact économique québécois. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations. Les estimations sont revues de façon périodique et si des ajustements sont nécessaires, ils sont portés aux résultats lorsqu'ils sont déterminés.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2010 et 2009

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Résultat étendu

L'état du résultat étendu n'est pas présenté compte tenu qu'il n'y a aucune différence entre le résultat net de la Société et son résultat étendu.

Investissements à impact économique québécois

Actions cotées

Les participations en actions cotées sont inscrites à leur juste valeur. La juste valeur est établie selon le cours acheteur à la fermeture des marchés à la date du bilan s'il existe un marché actif. La valeur des actions dont la négociabilité ou la transférabilité est restreinte est ajustée d'un escompte. Dans la détermination du montant de cet escompte, la Société tient compte de la nature et de la durée de la restriction, de l'instabilité relative des cours du titre, ainsi que de l'importance de la participation détenue par rapport au flottant du titre. En l'absence de marché actif, une évaluation utilisant les techniques d'évaluation des actions non cotées pourrait être effectuée.

Actions non cotées, débentures et avances

Les participations en actions non cotées et les débentures et avances sont inscrites à leur juste valeur déterminée selon les techniques d'évaluation appropriées comprenant, principalement, la référence à une ou à des transactions sans lien de dépendance ou à des offres d'achat, la capitalisation du bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements représentatif et la capitalisation ou l'actualisation des flux de trésorerie.

Les principales hypothèses tenues en compte dans l'établissement de la juste valeur peuvent inclure le taux d'actualisation ou de capitalisation, le taux d'escompte, le taux de rendement et la pondération des résultats prévisionnels.

Cautions

Lorsqu'il est probable qu'un montant devra être déboursé par la Société relativement à une caution qu'elle a accordée, une approche fondée sur l'actif et une méthode de valeur de liquidation est utilisée afin d'estimer le montant de passif à constater.

Autres investissements

Les autres investissements consistent en des placements temporaires, en des obligations, en des actions privilégiées, en des contrats de change et en des parts de fonds de couverture. Les parts de fonds de couverture sont inscrites à leur juste valeur, telle qu'elle est estimée par leurs administrateurs respectifs à la date du bilan. Les contrats de change sont évalués selon l'écart entre le taux du contrat et le taux d'un contrat identique (mêmes échéance et notionnel) qui aurait été conclu à la date du bilan. La juste valeur des autres investissements est calculée selon le cours acheteur à la fermeture des marchés à la date du bilan.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2010 et 2009

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Engagements afférents à des titres vendus à découvert

Les titres vendus à découvert dans le cadre des activités de négociation, qui représentent l'obligation pour la Société de livrer des titres qu'elle ne possédait pas au moment de la vente, sont comptabilisés comme passifs et sont inscrits à leur juste valeur établie selon le cours vendeur à la fermeture des marchés à la date du bilan. Les gains et les pertes réalisés et non réalisés sur ces titres sont enregistrés aux résultats sous la rubrique « Intérêts ». Aux 31 décembre 2010 et 2009, la Société n'est pas partie à des transactions de vente à découvert.

Titres acquis en vertu de conventions de revente et titres vendus en vertu de conventions de rachat

La Société conclut des achats et des ventes à court terme de valeurs mobilières et, simultanément, des engagements à les revendre et à les racheter à un prix et à une date prédéterminés. Ces conventions de revente et de rachat sont comptabilisées à titre d'opérations de prêts et d'emprunts assortis de garanties et sont inscrites au bilan au prix de vente ou de rachat prédéterminé par l'engagement. L'écart entre le coût d'achat et le prix de vente prédéterminé et l'écart entre le prix de vente et le prix de rachat prédéterminé sont comptabilisés au poste « Intérêts », selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Aux 31 décembre 2010 et 2009, la Société ne détient aucun titre acquis en vertu de conventions de revente ni de titre vendu en vertu de conventions de rachat.

Encaisse, trésorerie et équivalents de trésorerie, débiteurs et créditeurs

L'encaisse se compose des soldes bancaires. La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse et des placements à court terme dont l'échéance originale est égale ou inférieure à trois mois.

La juste valeur des débiteurs, de l'encaisse et des créditeurs est comparable à leur valeur comptable en raison des courtes échéances en cause.

Logiciels

Les logiciels sont inscrits au coût et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de trois ans.

Conversion des devises

Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis en dollars canadiens en utilisant le taux de change en vigueur à la date du bilan. À l'état des résultats les plus ou moins values réalisées ou non sur les investissements sont imputées aux rubriques « Gains et pertes sur investissements ».

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2010 et 2009

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Pour les autres actifs et passifs monétaires libellés en devise, les variations liées au taux de change sont imputées à la rubrique « Autres frais d'exploitation ».

Les produits et les charges sont convertis en utilisant le taux de change à la date de la transaction.

Billets à payer

Les billets à payer sont comptabilisés à leur juste valeur, correspondant à la somme que la Société aurait à verser en vertu des ententes contractuelles sous-jacentes à ces billets à la date du bilan. Toute variation de la juste valeur est comptabilisée sous la rubrique « Gains ou pertes sur investissements non réalisés » à l'état des résultats.

Impôts sur les bénéfices

La Société utilise la méthode du passif fiscal pour la comptabilisation des impôts sur les bénéfices. Selon cette méthode, les impôts futurs sont calculés sur la différence entre les valeurs fiscales et comptables des différents actifs et passifs. Le taux d'imposition en vigueur lorsque ces différences se résorberont est utilisé pour calculer l'impôt futur à la date du bilan. Les actifs d'impôts sont constatés lorsqu'il est plus probable qu'improbable que l'actif sera réalisé.

Constataion des produits

Intérêts et dividendes

Les intérêts sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice lorsque leur encaissement est raisonnablement assuré. Les dividendes sont comptabilisés à la date d'inscription aux registres des actionnaires et lorsqu'ils sont déclarés par les sociétés émettrices des actions.

Frais d'administration

Les frais d'administration sont comptabilisés lors de la première souscription d'un actionnaire et lors de la fermeture du compte par celui-ci.

Honoraires de négociation

Les honoraires de négociation sont comptabilisés lorsque le service est rendu et que leur encaissement est raisonnablement assuré.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2010 et 2009

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Gains et pertes réalisés sur investissements

Les gains et les pertes réalisés sur les investissements sont comptabilisés au moment de la vente et correspondent à l'écart entre le produit de la cession et le coût, sans égard aux gains et pertes non réalisés des exercices précédents, lesquels sont renversés et pris en compte dans les gains et pertes non réalisés de l'exercice en cours.

Gains et pertes réalisés sur billets à payer

Les gains et les pertes réalisés sur un billet à payer sont comptabilisés lorsque le billet est payé et correspondent à l'écart entre le montant payé par la Société en règlement de ce billet et sa valeur initiale. Ces gains et pertes ne prennent pas en compte les gains et pertes non réalisés des exercices précédents, lesquels sont renversés dans les gains et pertes non réalisés de l'exercice en cours.

Primes et escomptes

Les primes et les escomptes sur les autres investissements à échéance déterminée sont amortis selon la méthode du rendement effectif jusqu'à leur échéance. L'amortissement des primes et des escomptes est enregistré aux résultats sous la rubrique « Intérêts ».

3 Modification de conventions comptables

En juin 2009, le Conseil des normes comptables (« CNC ») du Canada a publié une modification au chapitre 3855 du Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés (le Manuel de l'ICCA) intitulé « Instruments financiers - comptabilisation et évaluation » afin de clarifier le mode de calcul des intérêts d'un actif financier, n'appartenant pas à la catégorie « Prêts et créances », après la comptabilisation d'une perte de valeur. Ce chapitre n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Société étant donné que les instruments financiers sont évalués à la juste valeur.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2010 et 2009

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

4 Investissements à impact économique québécois

Le relevé des investissements à impact économique québécois est disponible au siège social de la Société, sur son site Internet à l'adresse capitalregional.com et sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

	Au 31 décembre 2010		
	Coût	Gain (perte)	Juste valeur
	\$	non réalisé \$	\$
Non garantis			
Actions ordinaires	166 743	(17 270)	149 473
Actions privilégiées	109 479	(7 075)	102 404
Débentures et avances	193 785	(9 285)	184 500
Garantis			
Débentures et avances	3 324	(151)	3 173
	473 331	(33 781)	439 550
	Au 31 décembre 2009		
	Coût	Gain (perte)	Juste valeur
	\$	non réalisé \$	\$
Non garantis			
Actions ordinaires	139 663	(24 792)	114 871
Actions privilégiées	123 941	(30 164)	93 777
Débentures et avances	210 727	(19 212)	191 515
Garantis			
Débentures et avances	1 454	(296)	1 158
	475 785	(74 464)	401 321

Les investissements à impact économique québécois incluent des investissements évalués en devises étrangères pour une juste valeur de 68,7 M\$ (53,4 M\$ au 31 décembre 2009).

Les ententes relatives aux investissements à impact économique québécois peuvent comporter des clauses prévoyant des options de conversion et de rachat.

Les débentures et avances portent intérêt au taux moyen pondéré de 11,5 % (10,8 % au 31 décembre 2009) et ont une durée moyenne résiduelle de 4,5 années (4,7 années au 31 décembre 2009). Pour la quasi-totalité des débentures et avances portant intérêt, le taux d'intérêt est fixe.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2010 et 2009

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

a) La répartition des investissements et des engagements par catégorie d'actif s'établit comme suit :

Au 31 décembre 2010						
Catégorie d'actif	Investissements, au coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$	Fonds engagés mais non déboursés ¹ \$	Cautions ¹ \$	Engagement total \$
Capital de développement	162 680	(5 154)	157 526	7 751	-	165 277
Rachats d'entreprises et investissements majeurs	115 528	9 520	125 048	47 100	-	172 148
Innovations technologiques	77 324	(17 391)	59 933	-	-	59 933
Capital de risque - Santé	42 999	(11 132)	31 867	-	-	31 867
Fonds	74 800	(9 624)	65 176	145 634	-	210 810
Total	473 331	(33 781)	439 550	200 485	-	640 035

Au 31 décembre 2009						
Catégorie d'actif	Investissements, au coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$	Fonds engagés mais non déboursés ¹ \$	Cautions ¹ \$	Engagement total \$
Capital de développement	153 958	(7 132)	146 826	9 198	-	156 024
Rachats d'entreprises et investissements majeurs	131 415	(8 309)	123 106	15 425	-	138 531
Innovations technologiques	63 790	(12 940)	50 850	1 260	-	52 110
Capital de risque - Santé	64 368	(36 376)	27 992	3 027	-	31 019
Fonds	62 254	(9 707)	52 547	34 997	-	87 544
Total	475 785	(74 464)	401 321	63 907	-	465 228

¹ Les fonds engagés mais non déboursés et les cautions n'apparaissent pas à l'actif.

b) Les fonds engagés mais non déboursés représentent les investissements qui ont déjà été convenus et pour lesquels des montants ont été engagés par la Société mais non encore déboursés à la date du bilan. Les débours futurs sont assujettis au respect de certaines conditions. En supposant que les conditions seront respectées, l'échéancier estimé des paiements exigibles au cours des prochains exercices se terminant les 31 décembre est le suivant :

2011	2012	2013	2014	2015 et +	Total
96 661	41 500	35 414	9 910	17 000	200 485

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2010 et 2009

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

5 Autres investissements

Le relevé des autres investissements non audité est disponible au siège social de la Société, sur son site Internet à l'adresse capitalregional.com et sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

	Au 31 décembre 2010		
	Coût	Gain (perte)	Juste valeur
	\$	non réalisé \$	\$
Obligations			
Fédérales	144 233	3 677	147 910
Provinciales ou garanties	153 270	2 627	155 897
Institutions financières	101 559	1 552	103 111
Sociétés	21 530	442	21 972
	420 592	8 298	428 890
Instruments de marché monétaire ¹	85 900	-	85 900
Contrats de change ²	-	1 358	1 358
Actions privilégiées	25 483	(640)	24 843
Parts de fonds de fonds de couverture ³	3 943	(3 663)	280
Total	535 918	5 353	541 271

Répartition des obligations par échéance

	Au 31 décembre 2010			
Échéance	Moins	De 1 an	Plus de	Total
	de 1 an	à 5 ans	5 ans	
	\$	\$	\$	\$
Coût non amorti	-	272 624	147 968	420 592
Valeur nominale	-	266 340	142 864	409 204
Juste valeur	-	277 474	151 416	428 890
Taux moyen nominal ⁴	-	3,97 %	4,55 %	4,17 %
Taux moyen effectif	-	3,07 %	3,98 %	3,39 %

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2010 et 2009

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

	Au 31 décembre 2009		
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
Obligations			
Fédérales	148 398	2 841	151 239
Provinciales ou garanties	112 883	2 694	115 577
Institutions financières	69 388	2 058	71 446
Sociétés	19 912	812	20 724
Organismes supranationaux	2 008	107	2 115
	352 589	8 512	361 101
Instruments de marché monétaire ¹	85 631	-	85 631
Contrats de change ²	-	640	640
Actions privilégiées	21 366	(1 711)	19 655
Parts de fonds de fonds de couverture ³	4 511	(3 773)	738
	464 097	3 668	467 765
Total			

Répartition des obligations par échéance

Échéance	Au 31 décembre 2009			
	Moins de 1 an \$	De 1 an à 5 ans \$	Plus de 5 ans \$	Total \$
Coût non amorti	101	248 011	104 477	352 589
Valeur nominale	100	241 031	102 535	343 666
Juste valeur	102	254 712	106 287	361 101
Taux moyen nominal ⁴	7,20 %	4,56 %	4,15 %	4,44 %
Taux moyen effectif	3,89 %	3,54 %	3,85 %	3,63 %

¹ Les instruments de marché monétaire sont composés de dépôts à terme, de bons du trésor et d'obligations à coupons détachés d'une échéance originale inférieure à un an. Au 31 décembre 2010, la totalité des instruments de marché monétaire ont une échéance originale entre 0 et 4 mois (entre 6 et 11 mois au 31 décembre 2009).

² Les contrats de change pour vendre un notional de 67,5 M\$ US et 3,8 M\$ AU (dollar australien) ont une échéance de trois mois (43,8 M\$ US au 31 décembre 2009).

³ Le fonds de fonds de couverture est en phase de liquidation ordonnée.

⁴ La quasi-totalité des obligations portent intérêt à taux fixe.

Tous les titres du portefeuille des autres investissements sont libellés en dollars canadiens à l'exception des contrats de change.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2010 et 2009

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

6 Débiteurs

	Au 31 décembre 2010 \$	Au 31 décembre 2009 \$
Intérêts et dividendes à recevoir sur les investissements	6 226	5 502
Taxes de vente à recevoir	518	391
Montants à recevoir sur les cessions d'investissements	3 037	541
Autres débiteurs	399	432
	10 180	6 866

7 Marge de crédit

Depuis février 2010, la Société dispose d'une marge de crédit autorisée de 10 M\$. Ce crédit bancaire porte intérêt au taux de crédit d'exploitation de la Caisse centrale Desjardins plus 0,5 %. Cette marge est garantie par des instruments de marché monétaire et des titres obligataires présentés dans les autres investissements et est renouvelable annuellement. Au 31 décembre 2010, aucun montant n'était prélevé sur cette marge de crédit.

8 Crédoiteurs

	Au 31 décembre 2010 \$	Au 31 décembre 2009 \$
Fournisseurs et charges à payer	956	870
Autres crédoiteurs	2 767	2
	3 723	872

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2010 et 2009

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

9 Billets à payer

Le 30 novembre 2010, la Société a acquis de Desjardins Capital de risque, s.e.c., une filiale de la Fédération des Caisses Desjardins du Québec, des investissements d'une juste valeur de 17,6 M\$ en contrepartie de billets ayant une valeur initiale équivalente. Chaque billet à payer est lié à un des investissements acquis et contient une clause selon laquelle le montant à payer sera ajusté en fonction des sommes encaissées par la Société lors de la disposition de l'investissement lié. Si le montant encaissé par la Société, au moment de la disposition, est inférieur au coût initial de l'investissement, le montant du billet sera ajusté à ce montant reçu. Toutefois, si le montant encaissé par la Société, au moment de la disposition, est supérieur au coût initial de l'investissement, le montant du billet sera majoré de 70 % du gain réalisé. Les frais de gestion assumés par la Société relativement à un investissement entre sa date d'acquisition et sa date de disposition seront déduits du montant du billet correspondant.

Les billets à payer ont une échéance initiale de trois ans. Les billets non réglés à cette date devront faire l'objet d'une renégociation entre Desjardins Capital de risque, s.e.c. et la Société.

10 Capitaux propres

Capital-actions autorisé

La Société est autorisée à émettre des actions ordinaires et des fractions d'action ordinaire, sans valeur nominale, participatives, avec droit de vote et droit d'élire deux représentants au conseil d'administration, rachetables sous réserve de certaines conditions prévues par la Loi, de façon à ce que le capital s'accroisse d'au plus 150 M\$ par année.

À compter de la période de capitalisation qui suivra celle à la fin de laquelle la Société aura atteint pour la première fois une capitalisation d'au moins 1 milliard de dollars, la Société pourra recueillir, par période de capitalisation, le moins élevé de 150 M\$ et du montant correspondant à la réduction du capital versé attribuable à l'ensemble des actions et des fractions d'action qui auront été rachetées ou achetées de gré à gré par la Société au cours de la période de capitalisation précédente.

Chaque période de capitalisation, d'une durée de 12 mois, débute le 1er mars de chaque année. La limite pour la période de capitalisation se terminant le 28 février 2011 est de 150 M\$. Au 31 décembre 2010, cette limite est respectée.

La Société anticipe qu'au 28 février 2011, le niveau de capitalisation dépassera le seuil de 1 milliard de dollars.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2010 et 2009

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Capital-actions émis et payé

	31 décembre 2010	31 décembre 2009
	\$	\$
102 908 090 actions ordinaires (93 142 217 au 31 décembre 2009)	<u>1 026 015</u>	<u>933 533</u>

Au cours de la période, la Société a émis 18 581 140 actions ordinaires (13 519 588 pour l'exercice 2009) en contrepartie de 181,0 M\$ en espèces (129,4 M\$ pour l'exercice 2009).

Au cours de la période, la Société a racheté 8 815 267 actions ordinaires (5 536 806 pour l'exercice 2009) en contrepartie de 85,8 M\$ en espèces (53,3 M\$ pour l'exercice 2009).

Ces données ne tiennent pas compte des demandes de rachat effectuées dans les 30 jours suivant la date de souscription.

Le surplus d'apport provient de l'excédent de la valeur d'émission des actions sur le prix payé lors de leur rachat.

Modalités de rachat

Une action ordinaire ou une fraction d'action ordinaire n'est rachetable par la Société que dans les cas suivants :

- à la demande de la personne qui l'a acquise de la Société depuis au moins sept ans;
- à la demande d'une personne à qui une telle action ou fraction d'action a été dévolue par succession;
- à la demande de la personne qui l'a acquise de la Société si elle lui en fait la demande par écrit dans les 30 jours de la date de souscription;
- à la demande d'une personne qui l'a acquise de la Société si elle est déclarée atteinte d'une invalidité mentale ou physique grave et permanente qui la rend inapte à poursuivre son travail.

De plus, la Société pourra acheter de gré à gré une action ordinaire ou une fraction d'action ordinaire dans les cas où la mesure est prévue par une politique adoptée par le conseil d'administration et approuvée par le ministre des Finances.

Le prix de rachat des actions ordinaires est fixé deux fois l'an, à des dates distantes de six mois, par le conseil d'administration de la Société sur la base de la valeur de la Société déterminée selon les états financiers audités.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2010 et 2009

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Crédit d'impôt

L'achat d'actions de la Société donne droit à l'investisseur de recevoir un crédit d'impôt non remboursable, applicable à l'impôt du Québec seulement, pour un montant égal à :

Pour les achats avant le 24 mars 2006 : crédit d'impôt de 50 %, maximum de 1 250 \$.

Pour les achats du 24 mars 2006 au 9 novembre 2007 : crédit d'impôt de 35 %, maximum de 875 \$.

Pour les achats après le 9 novembre 2007 : crédit d'impôt de 50 %, maximum de 2 500 \$.

Un investisseur qui retire une partie ou la totalité de ses actions dans le cadre d'un rachat après sept ans de détention, ne pourra plus se prévaloir du crédit d'impôt pour toute souscription dont le crédit d'impôt serait applicable à l'année d'imposition en cours ou à une année d'imposition subséquente.

11 Information concernant le capital

L'objectif de la Société dans la gestion du capital est la disponibilité de liquidités suffisantes pour effectuer des investissements conformément à sa mission et faire face aux demandes de rachats de ses actions par les actionnaires. Le capital de la Société est composé des capitaux propres.

La Société n'est pas assujettie à des exigences externes concernant son capital autres que celles régissant l'émission et le rachat de ses actions, tel qu'il est mentionné à la note 10.

La Société a comme politique de réinvestir les revenus annuels générés par ses opérations et de ne pas verser de dividendes à ses actionnaires afin d'augmenter son capital disponible à l'investissement et de créer une plus-value pour les actions.

12 Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2010	2009
	\$	\$
Encaisse	38 108	23 448
Instrument de marché monétaire de moins de trois mois	50 000	-
	88 108	23 448

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2010 et 2009

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

13 Charges

	2010	2009
	\$	\$
Autres frais d'exploitation		
Honoraires de vérification	204	229
Rémunération des administrateurs	270	263
Honoraires professionnels	663	570
Charges financières	27	45
Frais de garde et rémunération du fiduciaire	67	47
Autres charges	597	551
Amortissement des logiciels	374	376
	<hr/>	<hr/>
	2 202	2 081
	<hr/>	<hr/>
Services aux actionnaires		
Frais de fiduciaire	1 244	1 521
Communication de l'information aux actionnaires	125	139
Autres charges	356	175
	<hr/>	<hr/>
	1 725	1 835
	<hr/>	<hr/>

14 Impôts sur les bénéfices

La Société est assujettie à l'impôt fédéral et à l'impôt provincial du Québec sur ses bénéfices.

a) Les impôts sur les bénéfices se détaillent comme suit :

	2010	2009
	\$	\$
Impôts exigibles	(2 431)	4 026
Impôts futurs	8 351	1 095
	<hr/>	<hr/>
	5 920	5 121
	<hr/>	<hr/>

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2010 et 2009

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

b) Le taux réel d'imposition sur les bénéfices diffère du taux de base pour les raisons suivantes :

	2010	2009
	\$	\$
Impôts selon le taux d'imposition de base combiné de 39,90 %	9 822	8 884
Écarts permanents entre le bénéfice avant impôts sur les bénéfices et le revenu imposable et autres éléments		
Gains réalisés et non réalisés	(1 572)	(1 609)
Dividendes non imposables	(2 135)	(1 307)
Autres écarts	(195)	(847)
	<u>5 920</u>	<u>5 121</u>

c) Les impôts futurs comprennent les éléments suivants :

	2010	2009
	\$	\$
Actifs d'impôts futurs		
Pertes non réalisées sur les investissements	4 067	12 596
Autres	49	43
	<u>4 116</u>	<u>12 639</u>
Passifs d'impôts futurs		
Logiciels	(125)	(297)
	<u>3 991</u>	<u>12 342</u>

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2010 et 2009

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

15 Flux de trésorerie

La variation des éléments hors caisse du fonds de roulement s'établit comme suit :

	2010	2009
	\$	\$
Diminution (augmentation) des comptes débiteurs	(818)	3
Diminution (augmentation) des impôts sur les bénéfices à recevoir	(7 273)	4 730
Diminution des impôts sur les bénéfices à payer	(5 636)	-
Augmentation (diminution) des comptes créditeurs	2 851	(106)
	<u>(10 876)</u>	<u>4 627</u>

16 Opérations entre apparentés

La Société est apparentée au Mouvement des caisses Desjardins. Les principales ententes entre la Société et les entités apparentées au Mouvement des caisses Desjardins sont les suivantes :

- La Société a retenu les services de Desjardins Capital de risque (« DCR ») et l'a mandatée pour qu'elle assure la gestion et l'exploitation complète de la Société, conformément aux stratégies et aux objectifs approuvés par le conseil d'administration. La convention de gestion intervenue entre DCR et la Société est en vigueur pour un terme initial de dix ans, se terminant le 31 décembre 2011, à moins que les parties ne conviennent d'y mettre fin d'un commun accord. Par la suite, elle sera renouvelée automatiquement pour des termes de cinq ans à moins que l'une ou l'autre des parties, sur préavis écrit d'au moins 18 mois, ne décide d'y mettre fin. Les parties ont convenu de revoir les modalités de l'entente avant son prochain renouvellement.

En vertu de cette convention, la Société s'est engagée à verser annuellement des honoraires de gestion équivalant à 2,5 % de la valeur nette moyenne annuelle des actifs de la Société, déduction faite de tout montant à payer pour l'acquisition de placements. Un ajustement aux honoraires de gestion de la Société est apporté afin d'éviter la double facturation liée à la participation de la Société dans certains fonds.

- La Société a confié à Fiducie Desjardins les rôles de registraire et d'administrateur relativement aux transactions effectuées par les actionnaires. La durée de cette convention est de trois ans à compter du 1er janvier 2008. Cette convention a été renouvelée aux mêmes conditions jusqu'au 30 juin 2011.
- La Société a consolidé la garde de valeurs de ses actifs à Fiducie Desjardins. Le contrat de garde et d'administration est entré en vigueur le 1er mai 2009 et est d'une durée illimitée. Auparavant, le rôle de gardien de valeurs était partagé entre DCR, Valeurs mobilières Desjardins, Fiducie Desjardins et la Caisse centrale Desjardins.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2010 et 2009

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

- La Société a confié à la Fédération des caisses Desjardins du Québec les activités relatives à la distribution de ses actions dans le réseau des caisses Desjardins. La durée de cette convention est de un an, à moins que les parties ne conviennent d'y mettre fin. Elle sera renouvelée, d'année en année, aux mêmes conditions, à moins d'un préavis écrit de trois mois donné par l'une ou l'autre des parties.

Dans le cours normal de ses activités, la Société a conclu des opérations avec d'autres entités du Mouvement des caisses Desjardins et toutes ces opérations sont mesurées à la valeur d'échange. Les opérations et les soldes se détaillent comme suit :

	2010	2009
	\$	\$
Bilans		
Caisse centrale Desjardins		
Encaisse	36 249	22 411
Autres investissements	87 258	40 640
Capital Desjardins		
Autres investissements	8 317	5 733
Intérêts et dividendes à recevoir sur les investissements	100	76
Desjardins Capital de risque Inc.		
Débiteurs	-	37
Créditeurs	2 757	-
Desjardins Capital de risque S.E.C.		
Débiteurs	98	-
Billets à payer	17 117	-
Desjardins Gestion internationale d'actifs		
Autres investissements	280	738
Desjardins - Innovatech S.E.C.		
Créditeurs	10	-
Fiducie Desjardins		
Encaisse	573	1 037
Créditeurs	370	609

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2010 et 2009

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

	2010	2009
	\$	\$
Résultats		
Caisse centrale Desjardins		
Intérêts	176	239
Gains sur investissements réalisés	2 695	6 666
Gains sur investissements non réalisés	718	970
Capital Desjardins		
Intérêts	353	184
Gains sur investissements réalisés	95	157
Gains sur investissements non réalisés	122	154
Desjardins Capital de risque		
Frais de gestion	23 948	21 231
Desjardins Gestion internationale d'actifs		
Gains sur investissements non réalisés	110	47
Fédération des caisses Desjardins du Québec		
Autres frais d'exploitation	378	396
Fiducie Desjardins		
Services aux actionnaires	1 244	1 521
Autres frais d'exploitation	67	47
Valeurs mobilières Desjardins		
Intérêts	-	41

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2010 et 2009

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

17 Instruments financiers et risques associés

Instruments financiers

Les instruments financiers de la Société sont comptabilisés à leur juste valeur. La juste valeur a pour objet de déterminer à quels montants ces instruments pourraient être échangés dans une opération courante entre des parties consentantes. Lorsque ceux-ci ne sont pas transigés sur des marchés publics, ils sont évalués selon certains critères déterminés, permettant ainsi de minimiser la subjectivité de l'évaluation. La Société a catégorisé ses instruments financiers selon les trois niveaux hiérarchiques suivants :

- Le niveau 1 consiste en une évaluation fondée sur des prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs et passifs identiques;
- Le niveau 2 consiste en des techniques d'évaluation fondées principalement sur des données observables sur le marché et;
- Le niveau 3 consiste en des techniques d'évaluation qui ne sont pas fondées principalement sur des données observables sur le marché.

Le tableau suivant présente la répartition des évaluations en juste valeur des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur selon ces trois niveaux.

	2010			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
	\$	\$	\$	\$
Investissements à impact économique québécois	5 791	-	433 759	439 550
Autres investissements	284 974	256 017	280	541 271
Encaisse	38 108	-	-	38 108
	2009			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
	\$	\$	\$	\$
Investissements à impact économique québécois	3 590	-	397 731	401 321
Autres investissements	243 725	223 302	738	467 765
Encaisse	23 448	-	-	23 448

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2010 et 2009

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Lorsque les évaluations de la juste valeur de participations dans des entreprises privées ne sont pas entièrement basées sur des données observables, l'estimation est qualifiée de niveau 3. Ainsi, en plus de variables exogènes comme le niveau des taux d'intérêt, la croissance économique et les taux d'imposition pour n'en nommer que quelques-unes et dont l'impact est généralement reflété dans les évaluations, d'autres variables endogènes affectent l'estimation des justes valeurs. En effet, l'évaluation des participations est également tributaire de données ou de facteurs influençant particulièrement une entreprise (perspectives, concurrence, ressources humaines ou financières, etc...).

Bien que l'objectif de l'évaluateur soit de s'appuyer le plus possible sur des données observables, le choix des éléments pertinents et leur impact dans l'établissement de la juste valeur est influencé par le jugement de ce dernier. Cependant, bien que pour une même entreprise un autre évaluateur pourrait porter un jugement différent sur certains facteurs particuliers, l'impact sur le portefeuille dans son ensemble sera marginal.

Le tableau suivant présente le rapprochement entre le solde du début et de la fin du niveau 3 de la hiérarchie:

			2010
	Investissements à impact économique québécois	Autres investissements	Total
	\$	\$	\$
Solde au 31 décembre 2009	397 731	738	398 469
Gains (pertes) réalisés	(42 463)	-	(42 463)
Gains (pertes) non réalisés	39 037	110	39 147
Acquisitions	85 153	-	85 153
Cessions	(45 699)	(568)	(46 267)
Solde au 31 décembre 2010	433 759	280	434 039

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2010 et 2009

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

			2009
	Investissements à impact économique québécois	Autres investissements	Total
	\$	\$	\$
Solde au 31 décembre 2008	344 602	7 642	352 244
Gains (pertes) réalisés	3 052	-	3 052
Gains (pertes) non réalisés	(12 732)	47	(12 685)
Acquisitions	94 022	-	94 022
Cessions	(31 213)	(6 951)	(38 164)
Solde au 31 décembre 2009	397 731	738	398 469

Risques associés aux instruments financiers

Les risques associés aux instruments financiers ayant une incidence sur la situation financière de la Société sont discutés en détail dans les sections vérifiées « Risques de marché », « Risque de crédit et de contrepartie » et « Risque de liquidités » du rapport de gestion de la Société aux pages 9 et 10.

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé du coût des investissements
à impact économique québécois
Au 31 décembre 2010

PricewaterhouseCoopers
LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.
Comptables agréés
 1250, boulevard René-Lévesque Ouest
 Bureau 2800
 Montréal (Québec)
 Canada H3B 2G4
 Téléphone +1 514 205-5000
 Télécopieur +1 514 876-1502

Le 9 février 2011

**Rapport de l'auditeur indépendant sur le relevé
 du coût des investissements à impact économique
 québécois accompagnant les états financiers**

**Aux actionnaires de
 Capital régional et coopératif Desjardins**

En date du 9 février 2011, nous avons fait rapport sur les bilans de Capital régional et coopératif Desjardins (la « Société ») aux 31 décembre 2010 et 2009 et sur les états des résultats, de l'évolution des capitaux propres et des flux de trésorerie des exercices clos à ces dates.

Dans le cadre de nos audits des états financiers mentionnés ci-dessus, nous avons également mis en œuvre des procédés d'audit sur le relevé du coût des investissements à impact économique québécois (le « relevé ») au 31 décembre 2010. La responsabilité de ce relevé incombe à la direction de la Société.

À notre avis, ce relevé présente, à tous les égards importants, le coût des investissements à impact économique québécois lorsqu'il est lu conjointement avec les états financiers de la Société.

(signé) PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.¹

¹ Comptable agréé auditeur permis n° 19653

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé du coût des investissements à impact économique québécois

Au 31 décembre 2010

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Catégorie d'actif	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées \$	Débitures et avances \$	Débitures et avances \$	
Abitibi-Témiscamingue						
Complexe funéraire Ste-Bernadette	2007	CDév	170	119	-	289
Héli Explore inc.	2007	CDév	125	100	-	225
Hôtel des Eskers inc.	2007	CDév	200	157	-	357
Hôtel des Gouverneurs	2007	CDév	200	73	-	273
Hôtel Forestel Val d'Or inc.	2007	CDév	225	94	-	319
Industries Béroma inc. (Les)	2009	CDév	-	273	-	273
Manufacture Adria inc.	2005	CDév	-	43	-	43
Norbell Électrique inc.	2010	CDév	-	305	-	305
Toitures G.G.R. inc. (Les)	2010	CDév	-	360	-	360
Transport scolaire R.N. Itée	2008	CDév	200	173	-	373
Trim-Line de l'Abitibi inc.	2009	CDév	125	125	-	250
Vézeau et frères inc.	2009	CDév	-	198	-	198
Vieux Comptoir Construction (9212-4882 Québec inc.)	2010	CDév	-	1 000	-	1 000
Total Abitibi-Témiscamingue			1 245	3 020	-	4 265
Bas-Saint-Laurent						
Bâtitech Itée	2007	CDév	70	334	-	404
Bois-Franc inc.	2006	CDév	-	165	-	165
Boutique Le Pentagone inc.	2008	R & IM	1 288	7 962	-	9 250
Campor inc.	2006	CDév	-	84	-	84
Équipements J.P.L. inc. (Les)	2008	CDév	-	53	-	53
Fonderie BSL inc.	2010	CDév	-	216	50	266
Gestion Alain Hébert inc.	2009	CDév	-	490	-	490
Gestion Arnold Gauthier inc.	2002	CDév	-	267	-	267
Gestion Gilles D'Amours - 9159-0026 Québec inc.	2005	CDév	-	942	-	942
Groupe Composites VCI inc.	2007	CDév	2 250	816	-	3 066
Groupe Fillion Sport inc.	2008	CDév	-	317	-	317
Industries Jack inc.	2010	CDév	-	-	64	64
Leblanc Environnement inc.	2008	CDév	250	217	-	467
Planchers Ancestral (2007) inc. (9184-7376 Québec inc.)	2007	CDév	120	-	-	120
Produits métalliques Pouliot Machinerie inc.	2007	CDév	-	-	134	134
Scierie St-Fabien inc.	2010	CDév	119	-	-	119
Société d'exploitation des ressources de la Vallée inc.	2010	CDév	-	466	-	466
Télécommunications Denis Gignac inc.	2010	CDév	-	500	-	500
Trans-Plus Express J.L. inc.	2007	CDév	125	172	-	297
Transport Sébastien Sirois inc.	2009	CDév	-	375	-	375
Total Bas-Saint-Laurent			4 222	13 376	248	17 846
Capitale-Nationale						
9197-4451 Québec inc. (P.E. Fraser inc)	2010	CDév	-	458	-	458
Base 4 inc.	2009	CDév	-	303	-	303
Congébec Logistique inc.	2004	CDév	3 800	-	-	3 800
Coopérative de travailleurs actionnaire du Groupe Congébec	2005	CDév	-	230	-	230
Coractive	2010	IT	1 827	-	-	1 827
Creaform inc.	2009	R & IM	500	5 362	-	5 862
Cross Match Technologies inc.	2008	IT	4 110	1 850	-	5 960
Engrenage Provincial inc.	2005	CDév	-	1 739	-	1 739
Frima Studio inc.	2008	CDév	-	242	-	242
Gestion Placage RMH inc.	2006	CDév	-	206	-	206
Groupe Humagade inc.	2006	IT	11 191	38	-	11 229
H2O Innovation inc.	2009	CDév	-	1 750	-	1 750
Logiciels Dynagram inc. (Les)	2002	IT	-	-	180	180
Maison Orthésis inc. (La)	2006	CDév	-	345	-	345
OptoSecurity inc.	2007	IT	3 760	2 140	-	5 900
Piscines Pro et Patios N.V. inc.	2009	CDév	-	321	-	321
Piscines Soucy inc.	2006	CDév	-	29	-	29

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé du coût des investissements à impact économique québécois

Au 31 décembre 2010

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Catégorie d'actif	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées \$	Débitures et avances \$	Débitures et avances \$	
Pneus Ratté inc.	2009	CDév	-	671	-	671
Poste Express	2006	CDév	-	133	-	133
Technologies Obzerv inc.	2010	CDév	1 500	-	-	1 500
Total Capitale-Nationale			26 688	15 817	180	42 685
Centre-du-Québec						
Autobus Thomas inc.	2007	CDév	-	181	-	181
Avjet Holding inc.	2009	R & IM	3 800	9 658	-	13 458
CDM Papiers Décors inc.	2006	CDév	-	1 689	-	1 689
Coopérative des travailleurs actionnaires de Fempro I	2008	R & IM	-	90	-	90
Demtec inc.	2005	CDév	-	1 093	-	1 093
Distribution Pro-Excellence inc.	2008	CDév	-	200	-	200
Farinart inc.	2010	CDév	250	-	-	250
Fempro I inc.	2007	R & IM	3 000	6 500	-	9 500
Groupe Anderson inc. (anc. Novatek Laser)	2007	CDév	2 333	2 230	-	4 563
Groupe Bluberi inc.	2007	R & IM	-	3 072	-	3 072
Groupe S.G. Ameublements commerciaux inc.	2008	CDév	-	494	-	494
Investissements Brasco inc.	2009	CDév	-	750	-	750
Métalus inc.	2008	CDév	-	1 379	-	1 379
Service funéraire coopératif Drummond	2007	CDév	-	372	-	372
Total Centre-du-Québec			9 383	27 708	-	37 091
Chaudière - Appalaches						
Acier Majeau inc.	2008	CDév	-	1 114	-	1 114
Acier Trimax inc.	2009	CDév	-	932	-	932
Chariots élévateurs du Québec inc. (Les)	2009	CDév	-	218	-	218
CHEQ FM 101,3 (9174-8004 Québec inc.)	2007	CDév	150	183	-	333
CIF Métal ltée	2005	R & IM	4 583	-	-	4 583
Distribution Eugène Gagnon inc.	2006	CDév	-	987	-	987
Ebi-tech inc.	2007	CDév	-	233	-	233
Émile Bilodeau et Fils inc.	2008	CDév	-	383	-	383
Groupe HBS inc.	2010	CDév	-	400	-	400
Horisol Coopérative de travailleurs	2008	CDév	-	259	-	259
Hortau inc.	2010	CDév	500	-	-	500
K-2 Portes d'acier inc.	2008	CDév	-	123	-	123
Marquis Imprimeur inc.	2007	CDév	500	658	-	1 158
Matiss inc.	2002	CDév	-	445	-	445
Métal Bernard inc.	2010	CDév	-	1 475	-	1 475
MTI Canada inc.	2008	CDév	-	2 244	-	2 244
Poutrelles Delta inc.	2006	CDév	-	240	-	240
Produits de plancher Finitec inc.	2007	CDév	-	859	-	859
Services Bivac inc.	2010	CDév	-	576	-	576
Structures D.L.D. ltée	2008	CDév	-	294	-	294
Tibetral Système inc.	2006	CDév	400	288	300	988
Transfab Énergie inc.	2006	CDév	-	70	-	70
Transport de l'Amiante	2006	CDév	-	67	-	67
Total Chaudière - Appalaches			6 133	12 048	300	18 481
Côte-Nord						
Boisaco inc.	2010	CDév	1 000	-	-	1 000
Granulco inc.	2009	CDév	-	194	-	194
Interconnect inc.	2006	CDév	-	86	-	86
Simard Suspensions inc.	2009	CDév	-	929	-	929
Solugaz inc.	2007	CDév	-	400	-	400
Total Côte-Nord			1 000	1 609	-	2 609

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé du coût des investissements à impact économique québécois

Au 31 décembre 2010

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Catégorie d'actif	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées \$	Débitures et avances \$	Débitures et avances \$	
Estrie						
Camoplast inc.	2002	R & IM	27 318	-	-	27 318
Cogiscan inc.	2002	IT	848	1 300	361	2 509
Complexe sportif Interplus	2007	CDév	-	255	-	255
Coopérative de travailleurs actionnaire Filage Sherbrooke (FilSpec)	2004	CDév	-	1 597	-	1 597
Coopérative funéraire de l'Estrie	2006	CDév	-	1 512	-	1 512
CoopTel, coop de télécommunication	2009	CDév	-	3 000	-	3 000
Éco-Pak inc. (2948-4292 Québec inc.)	2008	CDév	-	1 000	-	1 000
Électro-5 inc.	2009	CDév	-	398	-	398
Extermination Cameron inc.	2005	CDév	-	44	-	44
FilSpec inc.	2004	CDév	1 390	-	-	1 390
FilSpec inc. (9120-0782 Québec inc. / Gesco)	2004	CDév	440	123	-	563
Imprimerie Précis-Grafik inc.	2009	CDév	-	390	-	390
IPS Thérapeutique inc.	2002	CDév	80	-	-	80
Kemestrie inc.	2010	CR – Santé	528	-	-	528
L.P. Royer inc.	2010	CDév	-	2 000	-	2 000
Mésotec inc.	2005	CDév	2 104	-	-	2 104
Mirazed inc.	2007	CDév	780	889	-	1 669
Multi X inc.	2006	CDév	-	376	-	376
Pétroles O. Archambault et Fils inc. (Les)	2008	CDév	-	269	-	269
Philippe Dagenais, mobilier décoration conseils inc.	2010	CDév	-	500	-	500
Roulottes R.G. inc. (Les)	2009	CDév	-	212	-	212
Tranzyme Pharma inc.	2003	CR – Santé	10 568	-	-	10 568
Total Estrie			44 056	13 865	361	58 282
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine						
Ateliers CFI Métal inc. (Les)	2009	CDév	-	217	-	217
Azentic inc.	2006	CDév	-	289	-	289
Construction L.F.G. inc.	2009	CDév	-	984	-	984
Éocycle Technologies inc.	2004	CDév	1 505	-	-	1 505
Gestion C.T.M.A. inc.	2007	CDév	-	1 450	-	1 450
Groupe alimentaire RT ltée	2005	CDév	-	160	-	160
Hôtel Baker ltée	2007	CDév	-	211	-	211
Pesca Conseillers en biologie inc.	2007	CDév	-	279	-	279
Total Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine			1 505	3 590	-	5 095
Lanaudière						
9210-7614 Québec inc. (Promotion SDM)	2009	CDév	-	479	-	479
Gestion P.R. Maintenance inc.	2006	CDév	-	83	-	83
Nicorp inc.	2006	CDév	-	36	-	36
Total Lanaudière			-	598	-	598
Laurentides						
J.L. Brissette ltée	2008	CDév	125	121	-	246
Total Laurentides			125	121	-	246

Capital régional et coopératif Desjardins
Relevé du coût des investissements à impact économique québécois
Au 31 décembre 2010

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Catégorie d'actif	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées \$	Débitures et avances \$	Débitures et avances \$	
Laval						
Équipements Polytek inc. (Les)	2010	CDév	-	233	-	233
Investissements Canadiens Libanais Corp. ltée (Les)	2007	CDév	-	2 875	-	2 875
NuEra Air inc.	2005	CDév	-	1 383	-	1 383
Technologies 20-20 inc.	2002	IT	864	-	-	864
Total Laval			864	4 491	-	5 355
Mauricie						
Atelier d'usinage Tifo inc.	2006	CDév	-	106	-	106
Groupe Soucy inc.	2008	CDév	-	342	-	342
Innovations Voltflex inc.	2006	CDév	17	300	50	367
Matériaux Spécialisés Louiseville inc.	2004	R & IM	-	8 419	-	8 419
Morand Excavation inc.	2007	CDév	-	319	-	319
Plomberie René Gilbert ltée	2009	CDév	-	343	-	343
Premier Aviation Centre de révision inc.	2005	CDév	-	1 254	-	1 254
RGF Électrique inc.	2009	CDév	-	779	-	779
Total Mauricie			17	11 862	50	11 929
Montérégie						
A.T.L.A.S. Aéronautique inc.	2010	CDév	6 000	-	-	6 000
Acema Importations inc.	2008	CDév	-	180	-	180
Approvisionnement populaire inc.	2009	CDév	-	389	-	389
Câbles Ben-Mor inc. (Les)	2009	CDév	-	4 600	-	4 600
Climatisation Mixair inc.	2008	CDév	-	175	-	175
Corporation de Développement Knowlton inc.	2006	R & IM	5 827	8 740	-	14 567
Équipement militaire Mil-Quip inc.	2007	CDév	-	338	-	338
Galenova inc.	2006	CDév	-	405	-	405
Groupe Jafaco Gestion inc.	2009	CDév	-	2 062	-	2 062
Maçonnerie Rainville et Frères inc.	2007	CDév	-	192	-	192
Mini-Centrales de l'Est inc.	2006	CDév	-	200	-	200
Miss Arachew inc.	2006	CDév	-	211	-	211
Normandin inc.	2010	CDév	-	1 000	-	1 000
Plomberie Piché & Richard inc.	2010	CDév	-	284	-	284
Reproductions BLB inc. (Les)	2004	CDév	163	981	-	1 144
Ricardo Média inc.	2009	CDév	-	710	-	710
Soleil Communication-Marketing ltée	2007	CDév	-	120	-	120
Station Skyspa inc.	2010	CDév	-	900	-	900
Total Montérégie			11 990	21 487	-	33 477
Montréal						
3252736 Canada inc. (anc. Bionix inc.)	2010	IT	171	-	-	171
3CI inc.	2007	CDév	1 500	2 800	-	4 300
9031-1671 Québec inc. (Fondations Prêtech)	2008	CDév	-	452	-	452
9217-0935 Québec inc. (MVM)	2009	IT	-	250	-	250
Active Tech Electronics inc.	2008	CDév	1 250	2 250	340	3 840
Aegera Therapeutics inc.	2002	CR – Santé	7 027	-	-	7 027
Alyotech Canada inc.	2006	R & IM	6 886	-	-	6 886
Ambrilia Biopharma inc.	2003	CR – Santé	3 317	1 683	-	5 000
APTITUDE, Service de consultation en réadaptation professionnelle inc.	2006	CDév	-	-	149	149
Behaviour Interactive inc (ancien A2M)	2002	IT	1 186	-	-	1 186
Bionix (2010) inc.	2010	IT	-	-	70	70
Cavalia inc	2010	R & IM	-	1 000	-	1 000
Chaussures STC inc. (Les)	2009	CDév	-	767	-	767
Coopérative de travailleurs actionnaire de TEC	2005	CDév	-	1 183	-	1 183
Coopérative travailleurs actionnaire de Magnus Poirier	2009	CDév	-	583	-	583
Coradiant (Canada) inc.	2004	IT	11 050	-	-	11 050
Emballages Deltapac inc. (Les)	2005	CDév	290	307	-	597
Enobia Pharma inc.	2005	CR – Santé	14 951	-	-	14 951
Formédica ltée	2009	CDév	4 050	-	-	4 050
GES Technologies inc.	2007	CDév	-	302	-	302

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé du coût des investissements à impact économique québécois

Au 31 décembre 2010

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Catégorie d'actif	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées \$	Débitures et avances \$	Débitures et avances \$	
Groupe de Jeux Amaya inc.	2010	CDév	-	1 325	-	1 325
Groupe Habitations Signature inc.	2010	CDév	-	3 833	-	3 833
Groupe Tapico inc.	2009	CDév	-	170	-	170
Industries Spectra Premium inc. (Les)	2006	R & IM	3 000	3 750	-	6 750
La Coop fédérée	2005	CDév	-	25 000	-	25 000
LiquidXStream Systems inc	2007	IT	5 000	2 000	-	7 000
LxData inc.	2002	IT	10 917	-	528	11 445
Manutention Québec inc.	2007	CDév	-	1 450	-	1 450
Mon Mannequin Virtuel inc.	2005	IT	13	2 000	243	2 256
Negotium Technologies	2008	IT	59	-	-	59
Osprey Pharmaceuticals Limited	2003	CR – Santé	3 308	-	-	3 308
Systemex Communications (S.C.) inc.	2010	CDév	-	1 000	-	1 000
Technologies Miranda inc.	2002	IT	1 998	-	-	1 998
Tungle Corporation	2007	IT	1 661	-	-	1 661
Total Montréal			77 634	52 105	1 330	131 069
Ontario						
Skywave Mobile Communications inc.	2010	IT	7 249	-	-	7 249
Total Ontario			7 249	-	-	7 249
Outaouais						
Cactus Commerce inc.	2004	IT	1 277	2 000	-	3 277
Coopérative forestière de l'Outaouais	2006	CDév	-	184	-	184
Evolutel inc.	2008	CDév	-	217	-	217
Expertronic (3573851 Canada inc.)	2008	CDév	-	383	-	383
Groupement forestier du Pontiac inc.	2006	CDév	-	94	-	94
Total Outaouais			1 277	2 878	-	4 155
Saguenay-Lac-Saint-Jean						
9137-1666 Québec inc. (Constructions P3L)	2007	CDév	-	779	-	779
9214-8832 Québec inc.	2009	CDév	-	425	-	425
Alutrans Canada inc.	2008	CDév	150	150	-	300
Charcuterie L. Fortin ltée	2008	CDév	-	216	-	216
Constructions Proco inc.	2007	CDév	500	332	-	832
Coopérative Forestière de Girardville	2007	CDév	-	311	-	311
Démolition et excavation Demex inc.	2008	CDév	-	402	-	402
Ébénisterie André Potvin inc.	2008	CDév	125	119	-	244
Échafaudage Industriel inc.	2010	CDév	-	458	-	458
Entreprises Alfred Boivin inc. (Les)	2007	CDév	-	694	-	694
Entreprises Rodrigue Piquette inc. (Les)	2010	CDév	-	-	486	486
Frigon Électrique inc.	2005	CDév	-	17	-	17
Groupe Canmec inc.	2004	R & IM	3 286	1 489	-	4 775
Groupe Nokamic inc.	2005	CDév	-	190	-	190
Immeubles Ultra-Violet inc.	2010	CDév	-	908	-	908
Nature 3M inc.	2002	CDév	-	41	-	41
Nokamic inc.	2010	CDév	-	-	356	356
Norfruit inc.	2010	CDév	-	200	-	200
Produits sanitaires Lépine inc. (Les)	2010	CDév	750	750	-	1 500
Scierie Gauthier ltée	2006	CDév	-	455	-	455
Services de soins de santé Opti-Soins inc. (Les)	2008	CDév	400	293	-	693
Services Nolitrex inc.	2008	CDév	500	458	-	958
Transports Réjean Fortin inc.	2006	CDév	-	62	-	62
Végétolab inc.	2003	CDév	-	11	13	24
Viandes C.D.S. inc. (Les)	2006	CDév	405	4	-	409
Vieille Garde inc. (La)	2009	CDév	-	146	-	146
Vitrierie A. & E. Fortin inc.	2010	CDév	300	300	-	600
Total Saguenay-Lac-Saint-Jean			6 416	9 210	855	16 481

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé du coût des investissements à impact économique québécois

Au 31 décembre 2010

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Catégorie d'actif	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées \$	Débitures et avances \$	Débitures et avances \$	
Hors Canada						
Pharmaxis Ltd	2010	CR – Santé	1 618	-	-	1 618
Total Hors Canada			1 618	-	-	1 618
Fonds						
Capital croissance PME, S.E.C.	2010	Fonds	6 885	-	-	6 885
Desjardins - Innovatech s.e.c.	2005	Fonds	42 186	-	-	42 186
FIER Partenaires, s.e.c.	2005	Fonds	9 020	-	-	9 020
Fonds d'investissement MSBI, s.e.c.	2004	Fonds	9 095	-	-	9 095
iNova Capital inc. (anc. Gestion MSBI inc.)	2004	Fonds	154	-	-	154
Novacap Industries III, s.e.c.	2007	Fonds	1 986	-	-	1 986
Novacap Technologies III, s.e.c.	2007	Fonds	5 474	-	-	5 474
Total Fonds			74 800	-	-	74 800
Total au coût			276 222	193 785	3 324	473 331

Légende par secteur d'activité

Cdév:	Capital de développement
R & IM:	Rachats d'entreprises et investissements majeurs
IT:	Innovations technologiques
CR – Santé:	Capital de risque - Santé
Fonds:	Fonds

Ce relevé des investissements à impact économique québécois fournit le détail par entreprise partenaire des sommes investies par Capital régional et coopératif Desjardins. Ce montant apparaît à la note 4 des états financiers de la Société.

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements
Au 31 décembre 2010

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements (non audité)

Au 31 décembre 2010

(en milliers de dollars)

Description		Valeur nominale \$	Coût \$	Valeur du marché \$
Obligations (79,2 %)				
Obligations fédérales et garanties (27,3 %)				
Gouvernement du Canada	2019-06-01, 3,75 %	4 500	4 849	4 743
PSP Capital inc.	2013-12-09, 4,57 %	3 000	3 108	3 185
Société canadienne d'hypothèques et de logement	2012-06-01, 3,40 %	28 000	27 907	28 670
	2013-09-15, 3,55 %	8 500	8 762	8 833
	2013-12-01, 4,90 %	11 000	11 123	11 851
	2014-09-15, 2,75 %	26 883	26 747	27 263
	2015-03-15, 2,95 %	10 750	10 812	10 947
	2015-12-15, 2,75 %	7 000	6 984	7 021
	2016-02-01, 4,25 %	8 700	8 922	9 329
	2017-02-01, 4,35 %	7 500	7 613	8 095
	2018-12-15, 4,10 %	13 100	13 518	13 898
	2020-03-15, 3,75 %	4 950	4 967	5 087
	2020-12-15, 3,35 %	9 100	8 921	8 988
Total obligations fédérales et garanties		142 983	144 233	147 910
Obligations provinciales et garanties (28,8 %)				
CDP Financière	2015-07-15, 1,74 %	30 300	30 382	30 262
Financement-Québec	2015-12-01, 4,25 %	10 200	10 311	10 849
	2016-12-01, 3,50 %	1 500	1 524	1 529
Hydro-Québec	2012-07-16, 3,90 %	5 000	4 972	5 149
	2020-08-15, 11,00 %	1 600	2 486	2 507
Municipal Finance Authority of British Columbia	2016-04-19, 4,65 %	2 500	2 594	2 702
	2019-06-03, 4,88 %	3 000	3 213	3 242
Office Ontarien de Financement de l'Infrastructure Stratégique	2015-06-01, 4,60 %	3 000	3 039	3 210
Province de l'Ontario	2013-06-02, 4,75 %	15 475	16 311	16 459
	2014-03-08, 5,00 %	29 000	31 032	31 378
	2020-06-02, 4,20 %	12 500	12 692	12 889
Province de Québec	2012-10-01, 6,00 %	3 600	3 874	3 858
	2016-12-01, 4,50 %	2 000	2 182	2 151
	2017-12-01, 4,50 %	5 100	5 313	5 466
	2018-12-01, 4,50 %	7 600	7 828	8 094
	2019-12-01, 4,50 %	11 584	11 807	12 240
Ville de Laval	2015-03-12, 4,30 %	1 156	1 147	1 211
Ville de Montréal	2017-12-01, 5,00 %	2 500	2 563	2 701
Total obligations provinciales et garanties		147 615	153 270	155 897

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements (non audité)

Au 31 décembre 2010

(en milliers de dollars)

Description		Valeur nominale \$	Coût \$	Valeur du marché \$
Obligations d'institutions financières (19,0 %)				
Banque Canadienne Impériale de Commerce	2012-09-10, 5,00 %	2 000	2 098	2 094
	2015-04-30, 4,11 %	3 900	4 043	4 024
	2017-07-14, 3,95 %	1 000	998	1 015
Banque de Montréal	2012-06-21, 5,20 %	2 750	2 771	2 865
	2016-04-21, 5,10 %	5 500	5 736	5 894
	2016-06-10, 3,49 %	3 000	2 986	3 005
	2018-05-02, 6,02 %	3 150	3 471	3 579
Banque de Nouvelle-Écosse	2013-03-27, 4,99 %	8 980	9 333	9 435
	2014-04-15, 4,94 %	3 500	3 705	3 710
	2017-06-08, 4,10 %	1 000	1 034	1 023
Banque Nationale du Canada	2014-12-22, 4,93 %	3 100	3 192	3 291
Banque Royale	2013-03-11, 4,84 %	11 500	11 957	12 045
	2015-06-15, 4,35 %	4 000	4 036	4 135
	2017-01-25, 3,66 %	2 400	2 400	2 418
Banque Toronto Dominion	2012-11-01, 5,38 %	4 700	4 952	4 951
	2013-06-03, 5,69 %	5 400	5 621	5 778
	2018-07-09, 5,83 %	3 900	4 301	4 340
Bear Stearns	2012-07-20, 4,35 %	1 500	1 530	1 540
Caisse centrale Desjardins	2017-10-05, 3,50 %	4 200	4 129	4 105
Capital Desjardins	2014-04-01, 5,76 %	6 000	6 283	6 472
	2020-05-05, 5,19 %	1 750	1 787	1 845
CI Financial Corp	2012-12-17, 3,30 %	716	716	722
Financière Sun Life	2018-01-30, 5,59 %	1 000	1 001	1 046
	2019-07-02, 5,70 %	2 000	2 161	2 134
Financière Wells Fargo	2015-06-30, 4,38 %	1 250	1 272	1 293
First Capital Realty	2015-06-01, 5,95 %	1 000	1 043	1 068
GE Capital	2015-02-11, 4,65 %	3 500	3 572	3 660
	2017-08-17, 5,53 %	1 600	1 738	1 719
Great-West Lifeco inc.	2018-03-21, 6,14 %	1 500	1 543	1 686
Honda Canada Finance	2013-05-09, 5,08 %	1 200	1 205	1 269
Industrielle Alliance	2014-03-27, 8,25 %	475	529	537
Société Financière IGM Inc.	2019-04-08, 7,35 %	350	416	413
Total obligations d'institutions financières		97 821	101 559	103 111
Obligations de sociétés (4,1 %)				
Aéroport d'Ottawa	2017-05-02, 4,73 %	150	149	159
Bell Canada	2014-06-30, 4,85 %	2 000	2 089	2 113
	2015-12-02, 3,60 %	2 000	1 997	2 003
	2017-02-15, 5,00 %	500	519	527
BMW Canada inc.	2013-03-28, 3,22 %	300	300	305
British Columbia Ferry Services Inc.	2014-05-27, 5,74 %	100	104	110
CU inc.	2017-11-22, 6,15 %	500	533	578
Greater Toronto Airport	2017-06-01, 4,85 %	1 605	1 651	1 720
Hydro Ottawa	2015-02-09, 4,93 %	115	117	123
Loblaw	2016-06-01, 7,10 %	1 500	1 724	1 740
	2020-06-18, 5,22 %	1 000	999	1 034
NAV Canada	2016-02-24, 4,71 %	500	493	536

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements (non audité)

Au 31 décembre 2010

(en milliers de dollars)

Description		Valeur nominale \$	Coût \$	Valeur du marché \$
Obligations de sociétés (suite)				
Nova Scotia Power	2013-10-01, 5,75 %	800	819	865
Ressources naturelles Canada	2015-06-01, 4,95 %	500	487	534
Rogers Communications	2019-11-04, 5,38 %	1 500	1 550	1 569
RONA Inc.	2016-10-20, 5,40 %	600	634	627
Shaw Communications	2019-10-01, 5,65 %	1 925	1 984	1 989
Shoppers Drug Mart	2013-06-03, 4,99 %	690	724	727
TELUS	2019-12-04, 5,05 %	2 500	2 527	2 547
Thompson Reuters Corporation	2015-07-15, 5,70 %	1 500	1 618	1 659
West Coast Energy Inc	2020-07-02, 4,57 %	500	512	507
Total obligations de sociétés		20 785	21 530	21 972
Total obligations		409 204	420 592	428 890
Instruments de marché monétaire (15,9 %)				
Caisse centrale Desjardins	2011-01-17, 1,03 %	20 000	20 000	20 000
	2011-01-17, 1,05 %	30 000	30 000	30 000
	2011-03-07, 1,14 %	35 900	35 900	35 900
Total instruments de marché monétaire		85 900	85 900	85 900
Contrats de change (0,3 %)				
Caisse centrale Desjardins	2011-03-31, 1,0042 \$ CA/\$ AU ¹	3 750 \$ AU	s.o.	(17)
	2011-03-31, 1,0171 \$ CA/\$ US	67 500 \$ US	s.o.	1 375
Couverture d'investissements à impact économique québécois				
Total contrats de change				1 358
Actions privilégiées (4,5 %)				
Banque Canadienne Impériale de Commerce	Perpétuelle, 5,50 %	15 000	401	372
	Perpétuelle, 5,60 %	15 000	401	373
	Perpétuelle, 5,75 %	17 000	454	428
Banque de Nouvelle-Écosse	Perpétuelle, 5,60 %	20 000	505	502
Banque Nationale du Canada	Perpétuelle, 5,85 %	6 200	165	159
			Nombre d'actions	

¹ \$ AU: Dollar Australien

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût
effectués par des fonds spécialisés et partenaires

Au 31 décembre 2010

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2010

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées \$	Débentures et avances \$	Débentures et avances \$	
31-12-2010	Desjardins – Innovatech S.E.C.	57,4			
	Albert Perron inc.	653	-	550	1 203
	AxesNetwork Solutions inc.	-	-	230	230
	Boisaco inc.	1 723	-	-	1 723
	Bouffard Sanitaire inc. et Acier Bouffard inc.	-	172	-	172
	Concept Mat inc. et 9200-7848 Québec inc.	-	306	-	306
	Éocycle Technologies inc.	859	35	-	894
	Équipements Comact inc.	287	529	-	816
	Groupe Minier CMAC - Thyssen Mining Group	-	172	790	962
	Groupe Ohméga inc.	76	86	-	162
	KGI Systèmes automobiles inc.	-	-	431	431
	LVL Global inc.	201	-	-	201
	Menu-Mer ltée	-	164	-	164
	Produits forestiers LAMCO inc.	328	-	-	328
	Rocmec Mining inc.	-	-	460	460
	Autres compagnies (8) inférieures à 145 000 \$	184	374	238	796
		4 311	1 838	2 699	8 848
	Fonds engagés mais non déboursés				460
	Total Desjardins – Innovatech S.E.C.				9 308

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées \$	Débentures et avances \$	Débentures et avances \$	
31-12-2010	Capital croissance PME, S.E.C.	50,0			
	9076-6098 Québec inc.	-	750	-	750
	9224-7519 Québec inc.	-	-	750	750
	Ambulance Médilac inc.	-	438	-	438
	Groupe Fillion Sportif inc.	-	250	-	250
	Groupe Loiselle inc.	-	750	-	750
	Location Paul Boudreau inc.	-	375	-	375
	Lucien Mirault inc.	-	243	-	243
	Sid Lee inc.	-	-	1 000	1 000
	Systemex Communications (S.C.) inc.	-	1 500	-	1 500
		-	4 306	1 750	6 056
	Fonds engagés mais non déboursés				2 125
	Total Capital croissance PME, S.E.C.				8 181

Ce répertoire non audité détaille la quote-part des investissements effectués par des fonds spécialisés dans lesquels Capital régional et coopératif Desjardins détient un investissement d'une valeur supérieure à 10 M\$ et par des fonds partenaires où elle détient un pourcentage de participation égal ou supérieur à 50 % et qui respectent les critères prévus par le *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement*.

